

Le Collège de Marseillan (34340) s'appelle « Pierre Deley »..... !!

L'équipe éducative apprend (sur le site du Conseil Général, sans même avoir reçu de courrier officiel !) avec **stupeur**, que le collège dans lequel elle travaille depuis septembre 2004, date de son ouverture s'appelle « Pierre Deley » :

- Alors que le C.A. du collège avait par un vote à bulletins secret **voté contre (15voix/18) cette proposition de l'ex-municipalité** il y a 1 an de cela pour des raisons de fond (voir plus loin)
- Alors que le C.A. du collège avait proposé au Conseil général les **noms de 3 femmes exemplaires (9,5 % des collèges de l'Hérault portent le nom d'une femme)** : une femme lycéenne et résistante déportées à Buchenwald (16/18), une femme s'étant battu pour le droit de vote des femmes, une femme artiste peintre engagée dans le mouvement des muralistes au Mexique.
- Alors que le projet d'établissement insiste sur **la prééminence de la raison sur l'instinct**, de la culture sur la nature brute, **des actes sur la naissance**, au développement de l'esprit critique En bref, de la plus haute importance de l'éducation des jeunes générations et de la **transmission de la mémoire** qui est le préalable à la non-reproduction des erreurs passées.
- Alors que l'équipe éducative s'est fortement **investie** sur un projet d'établissement : **« Tous ensemble dans la différence »** en multipliant les actions éducatives et culturelles, interdisciplinaires et intégrées dans les projets de classes autour de **valeurs nobles : antiracisme, antisexisme, antifascisme, antiesclavagisme, xénophobie, prévention des conduites à risques**
- Alors que l'**essentiel** de **notre travail** consiste à **motiver les élèves** sur leur parcours scolaire et leur projet personnel et d'intégration citoyenne.... (ce qui n'est pas le plus simple dans le contexte actuel !) en insistant sur la nécessité de **l'effort**, de la **responsabilité** et de la solidarité, en argumentant sur l'importance de **l'acquisition des connaissances** pour comprendre le monde dans lequel ils vivent et pouvoir prendre en main leur avenir et peser sur son devenir (pour l'améliorer !)
- Alors que nous ne pouvons exercer notre (noble) métier que si **notre autorité** (et non la loi du plus fort ou l'abus de pouvoir) est reconnue par les élèves et leurs familles et **confortée par les responsables en charge des politiques d'éducation**
- Alors que nous sommes chargés de scolariser **tous les collégiens** demeurant (même 1 mois seulement) dans les 3 communes (Pinet, Pomerols, Marseillan)..... **Sans se demander s'ils y sont nés !!!**

Quel mépris de notre travail !! sans les hommes et les femmes qui constituent l'équipe du collège à quoi servirait ce bâtiment ???

Si le collège s'appelle (à partir de quand ?) Pierre Deley et que son nom est exemplaire.....

Faudra-t-il que le projet d'établissement s'adapte aux valeurs que véhicule ce personnage ?:

Il est plus important d'être né à Marseillan que :

- **De travailler à l'école** (en référence à son passé scolaire peu glorieux)

Il est plus important d'avoir participé volontairement à la guerre du Riff et participer au massacre des populations indigènes pendant les guerres coloniales que :

- D'être révolté par le colonialisme et l'exploitation de l'homme par l'homme
- D'être antiraciste et pacifiste

Il est préférable de rester à son poste (en tant que militaire ou fonctionnaire) sous Vichy que

- D'avoir été résistant ou déporté

Il est préférable d'avoir été apprécié par l'aviation civile et militaire Argentine sous le gouvernement Péron (ami de Mussolini et Franco) que

- De pouvoir critiquer des dictatures (et d'en prendre les risques), de s'investir dans la conquête des droits fondamentaux (droit de vote des femmes ?) ou d'avoir été résistant (e) ou brigadiste.....

Notre refus que le collège porte ce nom n'était pas un caprice, il était symbolique de notre travail, de l'importance de l'indépendance du service public d'éducation et de la connaissance des sujets historiques face à l'aveuglement populiste et démagogique [, la prééminence de la recherche historique sur la mythologie (pour ne pas aller jusqu'au révisionnisme), de l'exemplarité des actes (qui fait partie de la pédagogie) face aux discours pontifiants et lénifiants.

Triste époque que celle où il ne nous resterait qu'à obéir, exécuter et à transmettre aux jeunes générations cet exemple tout en faisant semblant de discourir sur l'esclavage, le colonialisme, le fascisme, la collaboration, le racisme, le sexisme et leurs horreurs !! Comment respecter les élèves et nos missions sans être respectés nous-mêmes ?

Comment lutter contre les exclusions (du système scolaires ou sociales) si nous sommes exclus nous-mêmes des décisions qui nous concernent en premier chef ?

Comment avoir confiance dans les choix des politiques éducatives territoriales si celles-ci ne nous font pas confiance dans les domaines qui sont les nôtres : les connaissances et leurs acquisitions ?

CURRICULUM VITAE PIERRE DELEY

PIERRE DELEY

- Né le 1^{er} Novembre 1893 à Marseillan (Hérault).
- Engagé volontaire dans l'artillerie, débute dans cette arme à la guerre de 1914/1918. Passe dans l'aviation en 1916 et est breveté pilote de chasse. Fait dans cette nouvelle arme une guerre magnifique et descend officiellement six avions allemands en moins d'un an.
- Toujours comme pilote, participe plus tard à la guerre du Rif, et se distingue à nouveau en effectuant de nombreuses missions particulièrement périlleuses.
- Engagé en qualité de pilote aux Lignes Aériennes Latécoère en Mai 1923, est affecté sur le tronçon TOULOUSE - CASABLANCA et CASABLANCA - ORAN qu'il parcourt régulièrement aux temps héroïques du début de la Ligne.
- Au moment de la création du secteur CASABLANCA - DAKAR, est affecté comme Chef d'Aéropilote à l'escale de PORT-ETIENNE, en pleine Mauritanie, à proximité du Rio del Oro Espagnol, alors complètement dominé par la dissidence. A ce poste, il a l'occasion d'effectuer de nombreux dépannages et recherches d'avions ayant été contraints d'atterrir le long de la côte, dans le désert, en zone dissidente, chacune de ces missions représentant un exploit.
- Il a même l'occasion d'effectuer, en compagnie du pilote COLLET, le sauvetage de l'équipage du cargo FALCON II qui s'était échoué sur la côte de Mauritanie, à proximité du Cap Barbas, en sauvant d'une mort certaine le Capitaine et cinq hommes.
- Affecté le premier en Amérique du Sud, après Paul Vachet, il effectue en compagnie de ce dernier, la reconnaissance du nord du tronçon RIO - NATAL et BUENOS-AIRES.
- Il est un des pilotes ayant effectué le transport du courrier de la première liaison FRANCE - AMERIQUE DU SUD, ayant assuré le transport de ce courrier de NATAL à BUENOS-AIRES en 1928.
- Est affecté ensuite comme Chef d'Aéropilote à SANTIAGO.
- A ce dernier poste, il a l'occasion d'effectuer de nombreuses traversées des Andes sur POTEZ 25, participant notamment activement aux recherches d'Henri GUILLAUMET, perdu dans la Cordillère en Juin 1930.
- A su créer pour la Cie AIR-FRANCE, de nombreuses et efficaces amitiés dans les milieux de l'Aviation Civile et Militaire chilienne qui le considèrent comme un des leurs.
- A la reprise de la ligne en 1946, Pierre DELEY est nommé Représentant de la Compagnie pour l'Argentine et le Chili, avec siège à BUENOS-AIRES.
- Il a occupé ces fonctions en ayant su créer une atmosphère de sympathie à qui AIR FRANCE doit une grande partie de son succès à BUENOS-AIRES et à SANTIAGO.

PIERRE DELEY

- Né le 1^{er} Novembre 1893 à Marseillan (Hérault).
- Engagé volontaire dans l'artillerie, débute dans cette arme à la guerre de 1914/1918. Passe dans l'aviation en 1916 et est breveté pilote de chasse. Fait dans cette nouvelle arme une guerre magnifique et descend officiellement six avions allemands en moins d'un an.
- Toujours comme pilote, participe plus tard à la guerre du Rif, et se distingue à nouveau en effectuant de nombreuses missions particulièrement périlleuses.
- Engagé en qualité de pilote aux Lignes Aériennes Latécoère en Mai 1923, est affecté sur le tronçon TOULOUSE - CASABLANCA et CASABLANCA - ORAN qu'il parcourt régulièrement aux temps

héroïques du début de la Ligne.

- Au moment de la création du secteur CASABLANCA - DAKAR, est affecté comme Chef d'Aéroplice-Pilote à l'escale de PORT-ETIENNE, en pleine Mauritanie, à proximité du Rio del Oro Espagnol, alors complètement dominé par la dissidence. A ce poste, il a l'occasion d'effectuer de nombreux dépannages et recherches d'avions ayant été contraints d'atterrir le long de la côte, dans le désert, en zone dissidente, chacune de ces missions représentant un exploit.

- Il a même l'occasion d'effectuer, en compagnie du pilote COLLET, le sauvetage de l'équipage du cargo FALCON II qui s'était échoué sur la côte de Mauritanie, à proximité du Cap Barbas, en sauvant d'une mort certaine le Capitaine et cinq hommes.

- Affecté le premier en Amérique du Sud, après Paul Vachet, il effectue en compagnie de ce dernier, la reconnaissance du nord du tronçon RIO - NATAL et BUENOS-AIRES.

- Il est un des pilotes ayant effectué le transport du courrier de la première liaison FRANCE - AMERIQUE DU SUD, ayant assuré le transport de ce courrier de NATAL à BUENOS-AIRES en 1928.

- Est affecté ensuite comme Chef d'Aéroplice-Pilote à SANTIAGO.

- A ce dernier poste, il a l'occasion d'effectuer de nombreuses traversées des Andes sur POTEZ 25, participant notamment activement aux recherches d'Henri GUILLAUMET, perdu dans la Cordillère en Juin 1930.

- A su créer pour la Cie AIR-FRANCE, de nombreuses et efficaces amitiés dans les milieux de l'Aviation Civile et Militaire chilienne qui le considèrent comme un des leurs.

- A la reprise de la ligne en 1946, Pierre DELEY est nommé Représentant de la Compagnie pour l'Argentine et le Chili, avec siège à BUENOS-AIRES.

- Il a occupé ces fonctions en ayant su créer une atmosphère de sympathie à qui AIR FRANCE doit une grande partie de son succès à BUENOS-AIRES et à SANTIAGO.

Pierre Deley

Né à Marseillan (Hérault) le 1^{er} Novembre 1893. Il est le petit neveu (et filleul) du Général Roques, également marseillanais, et créateur de l'aviation militaire française.

Il obtient son brevet de pilote de chasse en 1917, et termine la Première Guerre Mondiale avec 6 victoires aériennes. Il intègre les Lignes Aériennes Latécoère en 1923, où il côtoie, entre autres, Didier Daurat, Mermoz, Guillaumet, et Antoine de Saint Exupéry.

Affecté comme Chef d'Aéroplice en Mauritanie, il crée et dirige l'aéroport de Port-Étienne. Il participe souvent à la recherche et au dépannage d'avions ayant atterri dans le désert, à la merci de bandes de rebelles saharaois. Il effectue en particulier, avec le pilote Collet, le sauvetage de l'équipage d'un cargo (le "Falcon II") qui s'était échoué sur la côte, et sauve ainsi de la mort le capitaine du bateau et cinq hommes d'équipage.

Il est par la suite affecté en Amérique du Sud, comme chef d'escale à l'aéroport de Santiago du Chili. Après Mermoz et Guillaumet, il est le troisième pilote à franchir la Cordillère des Andes (qu'il franchira plus de 150 fois).

Lorsque Guillaumet disparaît dans les Andes en Juin 1930, Pierre Deley, ami proche de ce dernier, fait partie des pilotes qui partent à sa recherche au dessus de la cordillère, avant que l'aviateur ne soit sauvé.

Il est muté à Air France en 1933 (lors de la création de la compagnie aérienne), puis s'installe à Buenos Aires, étant devenu le représentant de la compagnie pour l'Argentine et le Chili.

Il est décédé le 27 Février 1981 à Marseillan.

Pierre Auguste Roques

Pierre Auguste Roques



Naissance :	<u>28 décembre 1856</u> <u>Marseillan (Hérault)</u>
Décès :	<u>26 février 1920</u> (à 64 ans)
Nationalité :	 <u>France</u>
Allégeance :	<u>Saint-Cloud</u>
Grade :	<u>général de division</u>
Autres fonctions :	<u>Ministre de la Guerre</u>

Photo: Portrait paru dans L'Illustration pendant la Première Guerre mondiale

Pierre Auguste Roques, né à Marseillan (Hérault) le 28 décembre 1856 et mort à Saint-Cloud en février 1920, est un général français, l'un des premiers organisateurs de l'aviation militaire française.

Sommaire

[masquer]

[1_Biographie](#)

[1.1_Carrière militaire](#)

[1.2_Contribution à l'essor de l'aviation militaire française](#)

[1.3_Décès](#)

[2_Grades](#)

[3_Postes](#)

[4_Décorations](#)

[5_Homonyme](#)

Biographie [modifier]

Fils d'une famille modeste, enfant d'une vive intelligence, il bénéficie d'une bourse d'études qui lui permet de préparer le concours d'entrée à École polytechnique, où il devient l'ami de Joffre où il deviendra artilleur. Ayant choisi à sa sortie l'arme du Génie, plus ingénieur que militaire, il crée lors de ses campagnes coloniales de nombreuses structures (voies ferrées, ponts, routes) au Tonkin, en Algérie et surtout à Madagascar. Selon les historiens, l'île lui doit une grande partie de son aménagement.

Carrière militaire [modifier]

Pierre Auguste Roques fut successivement lieutenant au 2^e Régiment du Génie (1879), capitaine détaché à la colonne expéditionnaire du sud oranais en 1882, chef de bataillon en 1892, lieutenant-colonel en 1898. Colonel directeur du Génie et des travaux publics de Madagascar en 1901, il devient en 1906 directeur du Génie au ministère de la Guerre et inspecteur général de l'aéronautique militaire naissante. Il est promu général de brigade en 1906, puis général de division en 1909, il est le plus jeune chef d'armée avec ses succès sur la Marne et en Lorraine. Proche du général Joseph Joffre, il remplaça le général Galliéni comme ministre de la Guerre du 16 mars au 12 décembre 1916 puis fut remplacé par Lyautey. Il prend ensuite le commandement de la IV^e Armée jusqu'à la fin de 1917. Le général Roques prit sa retraite en 1919.

Contribution à l'essor de l'aviation militaire française [modifier]

En tant que directeur du Génie, il s'occupe à partir de 1906 de la gestion de l'aéronautique naissante. Il est le créateur et le véritable organisateur de l'aviation militaire française. En 1911, année où se déroule le concours d'aéroplanes militaires de Reims – une première mondiale en la matière – qui permet à l'aéronautique française d'acheter « scientifiquement » ses premiers aéroplanes, il décide que les « établissements d'aéronautique » porteraient dorénavant le nom d'« escadrilles » et que les « aéroplanes » seraient désormais appelés « avions » d'après le nom choisi par Clément Ader pour son propre appareil et en hommage

à cet ingénieur visionnaire avec qui il correspond régulièrement. On lui doit également le « carnet d'emploi du temps des pilotes » devenu par la suite le « carnet de vol » encore encore en usage aujourd'hui.

Décès [modifier]

Il meurt à Saint-Cloud le 26 février 1920. Inhumée tout d'abord à Marseillan, sa dépouille est ensuite transférée à l'Hôtel des Invalides à Paris, où elle se trouve aujourd'hui

L'art d'engager le drapeau : Les dessous financiers de la Guerre au Maroc Cratès



Depuis que Me Briand, avocat réputé, a si vigoureusement défendu devant les tribunaux, les thèses « incendiaires » de l'hervéisme, on discute beaucoup dans les milieux populaires le problème de la guerre.

Les uns estiment que, du moment que le drapeau est engagé, il faut le défendre sans discuter. Les autres, pensant que la Patrie est une idée surannée, réservent leur dévouement à l' « humanité » et leurs énergies pour la « guerre sociale ».

Mais très peu savent par quels moyens d'ingénieurs financiers et d'astucieux politiciens amènent des centaines de mille hommes à risquer leur vie pour des intérêts qu'ils ignorent et qui d'ailleurs ne les regardent pas.

A ce point de vue, l'expédition que font actuellement les Espagnols au Maroc est très instructive, et je vais essayer d'en dévoiler ici très simplement les causes financières et secrètes.

Il y a quelques années, des explorateurs français parcourant les régions marocaines à l'ouest de la frontière algérienne découvraient le long de la côte une vaste lagune longue de 25 kilomètres, fort profonde, bien abritée, et qui pourrait devenir une des meilleures rades de la Méditerranée.

Tout près de là, dans les montagnes du Gourougou, ils mettaient à jour des gisements de fer et de plomb fort riches ; ces gisements étaient facilement exploitables ; ils se trouvaient à peu de distance du port espagnol de Melilla ; un petit chemin de fer de quelques lieues suffirait pour y amener les minerais, que l'on vendrait ensuite fort cher aux métallurgistes allemands et anglais.

Une Société se forma bientôt pour exploiter l'affaire. Une banque s'y intéressa : de gros capitalistes comme le prince de Wagram y apportèrent leur argent et leur nom, et un politicien réputé, « manager » désigné de toutes les entreprises coloniales, M. Etienne, la prit sous son patronage.

A cela, il n'y a rien à dire ; il s'agissait d'une entreprise purement privée, et certes, des particuliers sont bien libres de risquer leurs capitaux comme il leur plaît.

Mais voici que la politique intervient. Un syndicat financier français avait décidé de mettre la main sur les richesses du Maroc ; mais un syndicat espagnol avait décidé exactement la même chose, et un syndicat anglais aussi. Or, quand des syndicats de ce genre sont en lutte les uns contre les autres en pays étranger, ils ont l'habitude de recourir à la diplomatie.

Quant ils lancent leurs entreprises, ils n'ont point coutume de demander l'avis des pouvoirs publics. Il est bien évident par exemple que le syndicat de la rue Le Peletier, quand il décida de mettre la main sur les mines du Riff, ne songea jamais à demander au préalable l'autorisation du gouvernement et de la Chambre. Mais du moment où leur affaire tourne mal ou rencontre des obstacles, aussitôt ils s'empresstent d'exiger que le gouvernement les soutienne. Et il se trouve toujours quelque politicien plus ou moins désintéressé pour prendre en main leur cause au nom de « l'honneur national et des intérêts supérieurs de la Patrie ». C'est là précisément l'utilité de ces « courtiers parlementaires », députés ou sénateurs, anciens ou futurs ministres que l'on trouve dans

les Conseils d'Administration de toutes ces Sociétés financières.

Donc, on s'adressa à notre diplomatie, et M. Delcassé négocia avec les cabinets de Londres et de Madrid un savant marchandage.

Afin de pouvoir à leur aise exploiter le Maroc, nos hommes d'État abandonnèrent aux Anglais le contrôle qu'ils exerçaient sur les finances de l'Égypte.

Mais les Anglais qui ne se souciaient pas de voir la France s'établir en face de Gibraltar exigèrent que l'on fît une part aux Espagnols, et cette part, ce fut précisément la région du Riff où l'on se bat aujourd'hui.

Il fut décidé que toute la côte qui va de Tanger à la frontière algérienne et tout le pays montagneux qui se trouve derrière, seraient réservés aux hommes d'affaires de Madrid. (Convention franco-espagnole du 6 octobre 1904 approuvée par le gouvernement anglais.)

C'est ainsi que le Riff – tout en restant marocain en théorie - passait comme on dit « sous le contrôle » de l'Espagne. Quant aux Marocains, naturellement, on ne leur avait pas demandé leur avis...

Cependant cet accord était pour le groupe Etienne et consorts une mauvaise affaire. Maintenant que les gisements convoités passaient sous le contrôle de l'Espagne, allait-on se retirer ?

C'est ici qu'il faut admirer la merveilleuse souplesse de notre organisme financier. Le groupe se fit, si j'ose dire, « naturaliser » espagnol. Ce ne fut pas difficile.

On loua un bureau dans une des plus belles rues de Madrid ; on passa un acte de constitution de société par devant un notaire de la même ville. On mit à la tête un *señor caballero* quelconque avec le titre de Président du Conseil d'administration. Mais comme les capitalistes français détenaient la majorité des actions, c'est eux qui nommaient ce Conseil et étaient par conséquent les vrais maîtres de l'entreprise. Ainsi fut créée la Compagnie « espagnole » (?) *Norte-Africa*.

On se mit bientôt à l'oeuvre : il se trouva que le gisement de fer était beaucoup plus riche qu'on ne pensait ; il n'était pas loin de la mer, donc facile à exploiter. On établit un chemin de fer de la mine au port de Melilla, et les capitalistes français purent bientôt espérer de bons dividendes.

Ce que voyant, les Espagnols se piquèrent au jeu. N'était-il pas honteux pour eux de laisser des étrangers tirer seuls parti des richesses d'un sol qui leur appartenait en vertu des traités. On découvrit dans le voisinage, sur le territoire des Beni-Ifrour, un gisement de plomb. Un grand seigneur très riche, le duc de Romanones, député, ancien ministre des affaires étrangères, associé à son frère le duc de Tovar et à plusieurs autres influents personnages fonda un groupe et constitua une autre Société, vraiment espagnole, celle-là...

Cependant les Marocains ne voyaient pas d'un bon oeil l'installation de tous ces étrangers sur leur territoire. Ils savent, par l'expérience de l'Algérie, que tous ces Roumis qui se présentent d'abord modestement comme des marchands ou des ingénieurs, accaparent bientôt toutes les bonnes terres, prennent ce qui est à leur convenance, traitent l'indigène avec mépris, et, à la moindre rébellion, font intervenir le canon.

Pour pouvoir exploiter sa mine, le syndicat Etienne avait dû traiter avec le grand chef qui dominait alors le pays, le fameux Rogui ; et il en avait obtenu, moyennant une forte somme d'argent, un acte de concession qui lui permit de travailler en paix pendant quelque temps.

Mais bientôt le Rogui descendit vers le Sud, afin d'aller renverser le sultan de Fez dont il se prétendait le frère aîné. Les tribus Rifaines qu'il contraignait à lui obéir retrouvèrent leur

indépendance ; aussitôt elles se montrèrent hostiles à l'exploitation des mines ; et l'on dut interrompre les travaux.

On tenta de les reprendre en juin dernier. Mais alors les indigènes se fâchèrent. Un groupe d'ouvriers se rendant à leur travail tombèrent dans une embuscade ; trois ou quatre furent tués. Grave événement ! Aussitôt la garnison de Melilla se mobilisa.

Il est curieux de constater combien la peau des travailleurs dont on fait si bon marché dans la mère-patrie, gagne à être exportée. En France comme en Espagne on n'y attache pas grand prix ; on fait tuer quotidiennement des centaines d'ouvriers dans des grèves ou dans des entreprises dangereuses ; on en assassine chaque jour quelques-uns sur les divers points du globe, sans que cela donne lieu à des incidents diplomatiques.

Mais quand la peau des prolétaires recouvre quelque grosse combinaison financière, alors elle devient pour les gouvernements un objet infiniment précieux.

Pour quelques Maltais tués à Casablanca au service de la Compagnie Schneider, la France a envoyé huit cuirassés, débarqué dans la Chaouia 14.000 hommes et dépensé plusieurs centaines de millions.

Dans le cas actuel, c'était à l'Espagne de marcher.

La Compagnie de M. Etienne se tourna vers le gouvernement de Madrid, et le somma de la protéger : n'était-elle pas Espagnole ? M. de Romanones, député, ancien ministre des affaires étrangères, dont les mines de plomb se trouvaient aussi menacées, intervint dans le même sens. L'ambassadeur de France, M. Revoil, l'homme d'Algésiras, menaçait, si l'Espagne n'agissait pas, de débarquer des troupes françaises, ce qui annulerait du coup le traité plaçant le Riff sous la domination espagnole.

Il fallait agir. Le général Marina reçut l'ordre de châtier les tribus rebelles. Au petit bonheur, il *razzia* quelques villages ; les Maures répondirent en courant aux armes. Bientôt toute la région fut en bataille. Une colonne promenant fièrement le drapeau à travers le pays essuya des coups de fusil.

Dès lors le « drapeau était engagé », « l'honneur national » était en jeu. Et tous les Espagnols étaient tenus de se faire hacher au besoin jusqu'au dernier pour conserver leurs mines à M. Etienne et au marquis de Romanones. Le général Marina demanda 25.000, puis 40.000 hommes. C'était la guerre.

Il est curieux de remarquer avec quelle facilité les gouvernements engagent « l'honneur national ».

Un syndicat de financiers fonde une entreprise en pays étranger ; il ne demande pas pour cela l'autorisation de son gouvernement. Il y va de son plein gré et avec le seul but d'y gagner de l'argent. Il se peut que son entreprise n'ait aucune utilité pour ses nationaux.

Dans le cas qui nous occupe, les mines du Riff présentaient-elles pour l'Espagne un intérêt vital ? Nullement. L'Espagne possède les plus riches gisements de fer du monde, après la Suède ; elle ne les exploite même pas. Faute de capitaux, et aussi d'activité, elle les a laissés tomber aux mains des étrangers, Anglais, Allemands et Français qui possèdent la plupart des mines de la région de Bilbao et Santander. Elle n'a même pas de grandes usines métallurgiques et ses minerais s'en vont vers les hauts fourneaux de Birmingham ou d'Essen.

On ne voit donc pas de quelle utilité pouvaient être pour l'ensemble du peuple Espagnol les mines de fer de M. Etienne et du marquis de Romanones. Et certes si l'on demandait à l'ensemble des citoyens s'ils sont décidés à verser leur sang pour sauvegarder des mines lointaines et inutiles, leur

réponse serait assurément négative.

Aussi n'est-ce pas comme cela qu'on leur a présenté la chose. On ne leur a point parlé des mines ; on leur a parlé du drapeau.

Et c'est ici qu'apparaît la puissance redoutable des traditions et des symboles.

Au temps jadis, lorsque les peuples ignoraient la grande industrie et n'étaient encore que des agglomérations de paysans, la guerre avait pour but de s'emparer des champs du voisin, de le réduire en servitude, d'enlever sa femme ou ses filles, ou tout au moins de lui imposer des contributions de guerre ou des impôts qui entretiendraient à ses dépens le faste des vainqueurs.

La Patrie fut conçue comme une sorte de Syndicat pour la défense commune contre l'invasion. Et le Drapeau, son symbole, représenta « le sol sacré » du pays, la « liberté » de ses habitants ; et l'« honneur » des familles. Une insulte au drapeau était une menace d'invasion, de ruine et de servitude ; et voilà pourquoi les citoyens aussitôt mobilisaient.

Mais depuis un demi-siècle, tout est changé. Ce ne sont plus des propriétaires fonciers qui gouvernent les grandes nations de l'Europe occidentale, ce sont des industriels et des financiers. Ceux-là ne se soucient point de pillage ou de conquêtes, et la guerre de 1870-71 sera probablement la dernière en Europe qui se soit terminée par une annexion.

Ils se préoccupent avant tout de gisements industriels et de débouchés commerciaux en pays nouveaux ; et cela n'a - en apparence du moins - rien de belliqueux.

Mais il peut se faire que des indigènes répugnent à se laisser pénétrer même « pacifiquement ».

Il faut alors faire appel aux soldats ; et pour cela il n'y a qu'un moyen : « engager le drapeau ».

Certes, théoriquement cela peut paraître assez difficile : il n'y a évidemment aucun rapport entre une expédition dans le Riff et les idées ou les intérêts traditionnels que le drapeau représente. Il est clair que les Kabyles du Gourougou, les Beni-Sicar et les Beni-bou-Ifrour n'ont jamais songé à envahir le « sol sacré » de l'Espagne, qu'ils n'ont point tenté de ravir la « liberté » des fiers Castillans, et qu'ils sont tout à fait hors d'état de venir

Jusque dans leurs bras
Égorger leurs fils et leurs compagnes.

Mais la foule n'y regarde pas de si près. Elle confond volontiers une idée avec son symbole. Elle est habituée à associer l'image du drapeau avec l'idée de sa sécurité. Or le drapeau est aux mains des généraux, lesquels obéissent aux ministres, lesquels sont dociles aux puissances d'argent. Un Etienne homme d'affaires, député, chef de groupe, ancien ministre, est puissant sur la diplomatie française. Un marquis de Romanones, président du Conseil d'administration de diverses sociétés, capitaliste multimillionnaire, ancien ministre des affaires étrangères, une des têtes du parti libéral en Espagne, est un homme avec qui le gouvernement de Madrid doit compter. Il s'entend avec M. Maura, président du Conseil ; sur l'ordre de celui-ci, un général, empressé à conquérir des galons, promène insolemment le drapeau espagnol à travers le territoire étranger ; les Kabyles naturellement tirent dessus.

Aussitôt le ministère déclare que l'« honneur national » est engagé ; en l'absence des Chambres, on expédie à Mélilla 40.000 hommes. Et le tour est joué.

Voilà comment un groupe de financiers et de politiciens, sous le couvert d'une fiction patriotique, engagent la vie de leurs compatriotes pour la défense. d'intérêts qui ne sont pas même espagnols.

On raconte qu'au soir de la bataille de Rosbach le roi de Prusse Frédéric II traversant la plaine où gisaient 30.000 morts, dit en souriant à son entourage :

« Messieurs, voilà trente mille hommes qui se sont fait massacrer pour une affaire qui ne les regardait pas. »

Cet exemple n'est pas unique : on en trouverait de semblables dans l'histoire de la France en ces dernières années. Il doit nous inciter à réfléchir.

Camarades, tâchons de voir clair dans nos affaires, et DÉFIONS-NOUS DES SYMBOLES.

Cratès

Section : *La Vie ouvrière* (1909-1914) - *La Vie ouvrière*, n° 1, 5 octobre 1909

Titre : L'art d'engager le drapeau : Les dessous financiers de la Guerre au Maroc - Cratès

Pour citer cet article : http://www.pelloutier.net/dossiers/dossiers.php?id_dossier=87 (consulté le 11-05-2008)

André Marty

ON CROIT SE BATTRE POUR LA PATRIE...

2 avril 1926

Le P.C.F. mène campagne contre la guerre du Riff

Pourquoi les Fils des Travailleurs meurent au Maroc

Les ambitions (de l'Allemagne) se heurtent naturellement aux droits et aux intérêts acquis des autres

puissantes...Le pangermanisme excite l'impérialisme anglais. – Français, troublés dans leur

pénétration, dite pacifique, au Maroc, Belges menacés au Congo par les antennes du traité francoallemand

du 4 novembre 1911, Anglais inquiétés par Kiao-Tchéou en face de Wei-Haï par le Homs-

Bagdad qui tend au golfe Persique, par le territoire allemand de l'Afrique orientale qui coupe la

communication directe entre le Cap et l'Égypte... tous ces anciens colonisateurs frémissent devant le

rush des tard-venus.

Contrairement à ce que pourrait croire le lecteur, ce n'est pas un journal

révolutionnaire qui porte ces

lignes ; c'est la revue nationaliste Le Mercure de France, dans son numéro du 15 janvier 1926, page

319.

Il est impossible de mieux marquer les causes de la grande guerre au cours de laquelle vingt millions de

travailleurs se sont égorvés pour permettre aux gros industriels et aux gros agrariens de s'emparer des

marchés de leurs voisins concurrents et de s'enivrer d'or. Le grand organe conservateur de la

bourgeoisie française "Le Temps" écrivait d'ailleurs quelques jours après (le 8 février 1926) sous le titre

« l'enjeu de la lutte » : « Que les braves gens qui se nourrissent de rêveries et se gargarisent d'idéal ne

viennent pas nous reprocher d'avoir rapetissé à une question de gros sous une lutte de race et un conflit

de civilisation. Derrière les grandes phrases et les beaux sentiments, il y a les questions économiques

qui commandent aux événements. »

Ainsi les partis conservateurs sociaux reconnaissent comme exacte la belle phrase d'Anatole France : «

On croit se battre pour la patrie, on meurt pour les industriels et les banquiers. »

La majorité cartelliste de la Chambre a beau chanter la paix sur l'air de Locarno, elle ne peut cacher que

deux guerres existent au Maroc et en Syrie depuis huit mois, deux guerres qui broient les jeunes

travailleurs et accroissent les impôts du pays uniquement pour étendre les monstrueuses exploitations

coloniales en noyant dans le sang la révolte des peuples esclaves.

Cette courte brochure démasque les buts réels de ces guerres de brigandages, c'est pour cela qu'elle doit

pénétrer partout aussi bien dans les usines où les ouvriers fabriquent les explosifs qui tueront leurs frères ou eux-mêmes un jour, que sur les bateaux qui transportent la chair à canon. Il faut qu'elle passe aussi les murs des prisons, des casernes, et qu'elle aille jusque dans les tranchées du Riff apprendre aux jeunes soldats « morts en sursis » qu'un grand parti lutte inlassablement malgré la répression contre les crimes impérialistes pour les sauver d'une mort qui enrichira les banquiers. Ainsi nous arriverons à éclairer l'opinion de la majorité des travailleurs et à déclencher le mouvement de protestation populaire, qui seul, pourra arrêter les bras couverts de sang de nos gouvernants.

Le 2 Avril 1926

André MARTY

ON CROIT SE BATTRE POUR LA PATRIE...

La presse, aussi bien la grande presse, dite d'information (Petit Parisien, Journal) que la presse de droite ou de gauche de l'Echo de Paris au Quotidien, cache la vérité sur l'expédition du Maroc et déverse un monceau de calomnies sur le Parti Communiste qui lutte contre la guerre.

Les ouvriers, les paysans, les soldats doivent savoir la vérité sur cette affaire : ils doivent savoir ce

qu'on est allé faire au Maroc, pourquoi a éclaté la guerre du Riff, et qu'elle a été l'attitude véritable du

Parti de leur classe. C'est ce que nous voulons expliquer ici.

I. POURQUOI SOMMES-NOUS AU MAROC ?

Au nom de quel droit sommes-nous allés conquérir le Maroc?

Il est nécessaire de rappeler brièvement les origines de l'expédition pour établir clairement que nous

n'avions aucun droit sur le Maroc, sinon le droit du plus fort.

La conquête du Maroc fut décidée, il y a 22 ans. L'Angleterre éprouvait des difficultés à soumettre le

peuple égyptien qui menaçait de se révolter contre sa domination. Pour avoir les mains libres, il lui

fallait donner une compensation à la France qui n'avait pas abandonné ses prétentions sur la Haute-

Egypte et le Soudan. Elle fit donc cadeau à la France du Maroc – qui ne lui appartenait pas, en échange

de quoi, la France lui laissa l'Egypte – qui ne lui appartenait pas davantage. Ce marché fut l'origine

d'une série de conflits et de marchandages entre les brigands impérialistes qui voulaient leur part de

gâteau. A plusieurs reprises, la guerre, fut sur le point d'éclater entre eux. L'Espagne obtint le Riff.

L'Italie, parent pauvre, eut un os à ronger : la Tripolitaine. L'Allemagne qui, ayant peu de colonies,

aspirait à en conquérir, obtint en fin de compte, une portion du Congo. Tout cela, sans que les peuples

intéressés aient été le moins du monde consultés.

Les Marocains ont montré, pour leur compte, qu'ils n'acceptaient pas la domination française. Après 22

ans, dans un pays plus grand que la France, la zone pacifiée atteint à peu près la superficie d'une dizaine

de départements français, celle où la sécurité est complète, encore moins !

L'OEUVRE DE « CIVILISATION » AU MAROC

On nous a répété bien souvent que la France apportait aux nombreux peuples qu'elle a colonisés dans le

monde les bienfaits de la civilisation. C'est à coups de fusil et de canon que la civilisation a pénétré au

Maroc. Les colonnes françaises ont parcouru le pays, bombardant les villes, incendiant les douars,

n'épargnant ni les femmes ni les enfants. Il a été prouvé – et le télégramme officiel a été publié – que le

Général Colombat, commandant le territoire d'Ouezzan a donné l'ordre le 22 novembre et le 13

décembre 1925 de tirer sur les « laboureurs dissidents ensemençant dans le rayon d'action des postes ».

Tous les moyens sont bons contre ceux qui ne reconnaissent pas la supériorité de la civilisation

française !

Une fois le territoire « pacifié », on a chassé les Marocains des meilleures terres pour les remettre à des

Européens : 400.000 hectares, la plus grande partie de la terre cultivable, ont été expropriés au profit

des colons, grands et moyens.

L'indigène ainsi volé, n'a aucun moyen de protester : il serait immédiatement jeté en prison. Il est réduit

à vendre sa force de travail, il devient un salarié que l'on fait travailler de longues journées pour de bas

salaires (moins de cinq francs pour douze à quinze heures de travail) et que l'on frappe comme une

bête, quand épuisé, il refuse de travailler plus longtemps. Il continue à loger dans un gourbi misérable, à

côté des grands bâtiments qui s'élèvent tous les jours pour abriter les banques, les comptoirs, les

sociétés industrielles.

Il est plus malheureux qu'avant la conquête.

CEUX QUI EN PROFITENT

Les partisans de la colonisation s'en consolent en racontant qu'elle est faite dans l'intérêt de tous les

Français. C'est le plus impudent des mensonges. Seules 5 ou 6 grosses banques, qui ont accaparé la vie

économique du Maroc, ont profité de la conquête. C'est le Crédit Foncier d'Algérie .et de Tunisie, c'est

la Compagnie de Bordeaux, c'est la Banque de l'Union Parisienne, c'est surtout la Banque de Paris et

des Pays-Bas. Elles ont monopolisé entre leurs mains les finances du pays, les voies de communication,

la lumière, la force électrique, la force hydraulique, les exportations de viande, de farine, la construction des bâtisses, des usines, des ports, l'exploitation des terrains de grande colonisation. Jacques Doriot a démontré à la tribune de la Chambre que sur 483 millions de capitaux exportés dans le commerce et l'industrie au Maroc, 198 millions sont contrôlés directement par la Banque de Paris et des Pays-Bas et 48 millions indirectement, par l'intermédiaire de la Compagnie Générale du Maroc. Il n'est donc pas étonnant qu'à la dernière assemblée générale de la Banque, tenue le 23 mars 1926, Son président, M. Griolet, «ait fait observer que pour la première fois depuis sa création, la Banque de Paris et des Pays-Bas est en mesure de porter le dividende à 80 francs par action ».

En réalité, la conquête du Maroc rapporte :

AUX CAPITALISTES :

Pendant la guerre, des dividendes de 20 à 30 % par la vente des engins de mort (comme Citroën de 1914 à 1918) ;

Après la guerre, l'exploitation des mines et de toutes les richesses naturelles de la terre.

AUX TRAVAILLEURS :

Pendant la guerre, le sang de leurs enfants (car les riches font embusquer leurs gosses) : de 1907 à 1921

: 12.000 morts;

Après la guerre, la note à payer : de 1907 à 1921 : 4 milliards ; du 1er avril au 1er octobre 1925 :

950.000.000.

II. QU'EST-CE QUE LE RIFF ?

La guerre du Riff a été la conséquence de la conquête du Maroc. On sait que le Riff avait été attribué à

l'Espagne qui depuis des siècles cherchait à y prendre pied sans succès. Petit pays de 3 millions

d'habitants aux montagnes riches en minerais de toutes sortes, le Riff est habité par des tribus

extrêmement éprises de leur indépendance, qui sous la conduite de leurs chefs, les deux Abd el Krim, l

un qui a suivi les grandes écoles françaises et espagnoles, l'autre qui est ingénieur de l'École des Mines

de Madrid, infligèrent aux Espagnols, défaites sur défaites. Au commencement de 1925, les Riffains

étaient maîtres des trois quarts de la zone attribuée à l'Espagne. Celle-ci avait perdu dans l'aventure plus

de 20.000 hommes, morts, blessés et disparus, et dépensé plus de 10 milliards de francs.

LES CAUSES DE LA GUERRE

Dans les premières semaines de la guerre, on disait qu'Abd el Krim avait attaqué par surprise les

troupes françaises qui se bornaient à se défendre.

Il est maintenant prouvé par la fameuse lettre de Vatin-Pérignon chef du cabinet civil du Maréchal

Lyautey, que l'avance des troupes français avait été décidée dès les premiers jours de mai 1924, Il est

prouvé, également, qu'Abd el Krim avait demandé par trois fois, dans le courant de 1924, de négocier et

qu'il n'a pas reçu de réponse, La volonté de guerre des impérialistes français est donc clair : il s'agissait

de profiter des désastres espagnols pour mettre la main sur les richesses du Riff, et d'autre part, de

détruire l'Etat riffain indépendant qui, par son exemple, est pour tous les peuples musulmans un appel

permanent à la révolte contre l'impérialisme,

L'OFFENSIVE DE PRINTEMPS

Après un an, quelle est la situation ? On a envoyé là-bas les hommes par milliers : 160.000

officiellement, mais probablement davantage – on a accumulé les moyens de destruction les plus

modernes : tanks, avions, gros canons, etc... – on a mobilisé tout le gratin du haut commandement :

quarante généraux et un maréchal de France, et de cette lutte inégale, qui mettait aux prises la première

armée du monde et un petit peuple de 3 millions d'habitants, c'est le petit peuple luttant pour son

indépendance, qui est sorti vainqueur. La grande offensive d'automne échoua complètement, et Le

Temps lui-même fut obligé de reconnaître qu'à la veille de l'hiver, Abd el Krim comptait sous ses

étendards : 60.000 fusils, c'est-à-dire 25.000 de plus qu'à son entrée en campagne et qu'il fallait

envisager la campagne d'hiver pour reprendre au printemps prochain l'initiative des opérations qui

donneront la victoire. »

Ainsi banquiers, industriels, généraux assassins, toute la tourbe des profiteurs de la colonisation, veut

sa revanche. Il s'agit de savoir si les ouvriers et les paysans de France les laisseront continuer leurs

brigandages criminels ou s'ils sauront imposer la paix immédiate.

III. Le Parti Communiste dit aux travailleurs français :

Le Parti Communiste dit aux travailleurs français : Quel est ton ennemi ? C'est le patronat, l'Etat

français, l'impérialisme français, dernière forme du capitalisme. Quel est l'ennemi du Riffains ? Le

même. Donc, les travailleurs français doivent soutenir les Riffains et considérer les peuples coloniaux

comme des frères de misère puisque comme eux, ils luttent contre le même ennemi et que tout coup

qu'ils porteront aux banquiers et aux industriels, aux gros propriétaires et à leurs valets les ministres,

affaiblira les maîtres des travailleurs de ce pays.

POUR L'INDEPENDANCE DU RIFF ET L'EVACUATION DU MAROC

C'est pourquoi nous voulons la paix immédiate et l'indépendance du Riff. Tous les marchandages des

brigands impérialistes qui se sont partagé l'Afrique et le Maroc sans consulter les populations sont nuls

et non avendus. Les Riffains veulent être indépendants : les travailleurs de France doivent les soutenir au

nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Ce n'est pas que nous donnions notre confiance aux phrases grandiloquentes des bavards de la Société

des Nations. Le droit des peuples a trop souvent servi à justifier les pires annexions.

Chaque

impérialisme l'invoque pour servir ses intérêts : lorsque les Allemands s'emparent de l'Alsace-Lorraine,

ce sont des criminels, et lorsque l'armée française envahit le Riff les criminels se sont les Riffains.

Quand nous affirmons qu'un peuple a le droit de disposer de lui-même, nous allons jusqu'au bout de

notre pensée : nous reconnaissons à toute colonie ou à tout Etat assujéti, le droit de se séparer de l'Etat

qui l'opprime, et cela s'il le faut par l'insurrection. C'est pour cela que nous sommes aussi pour

l'évacuation du Maroc.

LE MOUVEMENT D'EMANCIPATION DES PEUPLES COLONIAUX

Le Riff et le Maroc ne sont d'ailleurs qu'une partie du grand problème que pose à l'heure actuelle le

mouvement d'émancipation des peuples coloniaux. Le développement de l'impérialisme a divisé le

monde, si l'on en excepte l'U.R.S.S., en deux camps : d'un côté, une minorité de nations, dites

civilisées, qui exploite le reste de la population du globe ; de l'autre, les peuples opprimés et exploités

des colonies et des Etats assujéttis, qui sont l'immense majorité, et qui partout s'éveillent et

revendiquent leur émancipation.

La question qui se pose est de savoir si à peine 200 millions d'européens pourront toujours imposer leur

domination à plus d'un milliard d'êtres humains. A cela l'histoire répond : non. Elle nous montre les

empires coloniaux s'écroulant inéluctablement sous la poussée libératrice des peuples qu'ils

opprimaient : ainsi s'est écroulé l'immense empire colonial de l'Espagne, qui posséda autrefois toute

l'Amérique du Sud. C'est de la même façon que les Etats-Unis, autrefois colonie anglaise, se sont

détachés de leur métropole. C'est l'impérialisme lui-même qui prépare le renversement de sa propre

domination, en enseignant à se servir des armes modernes aux noirs et aux jaunes qu'il enrôle dans ses

armées coloniales !

L'intérêt des travailleurs dans ce problème est clair. Les requins, gros banquiers, féodaux de l'industrie, généraux fascistes, qui raflent tous les profits de la colonisation, ce sont les mêmes qui dans la métropole cherchent à imposer aux ouvriers les bas salaires et les longues journées, qui les accablent d'impôts et qui soutiennent le fascisme. Il n'y a pas d'hésitation possible : ouvriers et paysans doivent fraterniser avec les peuples coloniaux et soutenir leurs revendications.

REPONSE A UNE PREMIERE OBJECTION

On objecte souvent à la thèse des communistes qu'il est impossible de laisser leur indépendance à des peuples barbares qui ont besoin de la tutelle des « nations civilisées ». Les bienfaits de la civilisation promise au Maroc nous les connaissons ; il est inutile d'insister. Mais il faut montrer par des faits qu'il n'y a pas une différence telle, entre les peuples dits civilisés et les peuples dits arriérés, qu'elle ne puisse être rapidement comblée. L'exemple du Japon est particulièrement typique : en 1868, le Japon était encore classé parmi les nations barbares, réfractaires à la civilisation occidentale. En 1905, il avait suffisamment de canons et de cuirassés pour vaincre les Russes et les chasser de la Mandchourie. Ainsi, en quelques années, ce peuple avait pu rattraper les nations « avancées ». Telle est d'ailleurs l'ambition d'Abd el Krim, d'après le journaliste américain Scoot Mourer qui l'a approché de près : « Abd el Krim est en train de créer un despotisme musulman, mais cependant moderne. Il projette des chemins de fer, des tramways, des mines, de hautes et élégantes maisons. Les vingt ou trente habitations de pierre et de boue qui composent sa capitale Adjir seront remplacées par une grande et belle ville « comme Londres et New-York ». Et il a transmis cette vision à son peuple, qui ne parle à son tour que des machines et des inventions merveilleuses dont il disposera dès que l'indépendance sera conquise. »

REPONSE A UNE DEUXIEME OBJECTION

Les socialistes font à notre thèse une autre objection qui n'est pas meilleure que la première. On ne peut, d'après eux, réclamer l'évacuation des colonies « parce qu'elles sont pourvues de richesses naturelles dont la collectivité humaine ne saurait être indéfiniment privée ». Sans doute répondrons-nous, le but que poursuit le mouvement ouvrier, la suppression des rivalités économiques, par la réalisation de l'unité de la production mondiale, d'après un plan, supposant l'utilisation rationnelle de

toutes les richesses et suppose en particulier que les richesses des colonies ne restent pas improductives.

Mais la fusion économique des nations n'est possible que sur les bases de la confiance mutuelle, et par de accords librement consentis : elle doit être précédée de la séparation des colonies d'avec leur

métropole et par leur constitution en Etats indépendants. Les socialistes oublient simplement que les

impérialistes sont, eux aussi, partisans que les richesses des colonies ne restent pas improductives. Ils

oublient que faire une telle propagande, sans parler de l'évacuation des colonies, c'est se faire les

auxiliaires de l'impérialisme.

Sans la propagande pour l'évacuation du Maroc et l'indépendance du Riff, il est impossible d'établir une

solidarité effective entre les opprimés des colonies et les prolétaires de la métropole en lutte contre leur

ennemi commun : l'impérialisme français.

POUR LA FRATERNISATION

Enfin, on dit que les communistes, en conseillant aux soldats de fraterniser avec les Riffains, sont des

criminels qui tirent dans le dos de l'armée française et causent la mort des soldats !

Les partisans de la colonisation qui sèment ces calomnies, sont les mêmes qui envoient les fils des

ouvriers et des paysans qui ont fait la guerre de 1914-1918 pour qu'elle soit la dernière, se faire tuer au

Maroc, en Syrie, etc... pour grossir les dividendes des banquiers. La fraternisation dont les communistes

sont partisans hâtera la paix. Si l'armée marche contre les Riffains, c'est l'entretien d'une armée

d'occupation pendant des années, c'est la perspective de nouvelles reprises de coûteux combats. Si elle

se retire devant les Riffains et fraternise avec eux, c'est la paix assurée, ce sont des milliers de vies

humaines arabes et françaises de sauvées.

C'est pourquoi nous disons aux soldats français : « Fraternisez avec les Riffains ! » et aux ouvriers et

paysans : « Dressez-vous pour soutenir la fraternisation des soldats ! »

CONCLUSION

La lutte sera longue et difficile. Mais le succès est au bout si la classe ouvrière sait comprendre l'étroite

liaison de ses intérêts avec ceux des peuples coloniaux luttant pour leur indépendance, si surtout elle

sait réaliser son unité d'action contre sa bourgeoisie impérialiste.

Il faut que les travailleurs socialistes répondent enfin à l'appel pour l'unité d'action que le Parti

Communiste leur a adressé déjà bien des fois. Les communistes ne leur demandent pas de lutter pour

tous les mots d'ordre qui viennent d'être expliqués ici. Sans rien abandonner de leur programme :

indépendance du Riff, évacuation du Maroc, fraternisation, qu'ils continuent à propager, ils demandent à toutes les autres organisations de la classe ouvrière de lutter avec eux pour le point le plus immédiatement réalisable, le plus capable d'être compris par tous : LA PAIX IMMEDIATE AU MAROC ET EN SYRIE. Face à la campagne de printemps qui va creuser de nouvelles tombes, mais qui ne terminera pas la guerre, il faut que tous les travailleurs, ouvriers, paysans, soldats, marins, coloniaux, qu'ils soient communistes, socialistes ou sans parti, fassent, pour réclamer la paix immédiate, UN FRONT UNIQUE

DE CLASSE INEBRANLABLE !

André Marty

Pour les articles *homonymes*, voir *Marty*. 



Cet article est une **ébauche** concernant une **personnalité politique française**.

Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant. ([Comment ?](#)).

André Marty	
Parlementaire français	
Naissance	6 novembre 1886
Décès	23 novembre 1956
Mandat	Député 1924-1928 puis 1929-1940 puis 1945-1955
Début du mandat	1924
Circonscription	Seine-et-Oise puis Seine
Groupe parlementaire	PCF
IIIème République-IVème République	

André Marty, né le 6 novembre 1886 à Perpignan, et mort le 23 novembre 1956 à Toulouse, était un homme politique français, dirigeant du parti communiste français exclu en 1952. Il a également été député, de 1924 à 1955, avec quelques interruptions, et secrétaire de l'Internationale communiste de 1935 à 1943.

Sommaire

[\[masquer\]](#)

[1_Biographie](#)

[2_Le rôle de Marty pendant la Guerre](#)

[d'Espagne](#)

[3_L'« Affaire Marty », ou l'exclusion du PCF en 1952](#)

[4_Sources](#)

[5_Bibliographie](#)

[6_Voir aussi](#)

Biographie [\[modifier\]](#)

Né d'un père, négociant en vins, qui avait participé à la commune de Narbonne et professait des opinions libertaires, André Marty échoue au concours d'entrée de l'École Navale et apprend le métier de chaudronnier sur cuivre. Il s'engage dans la Marine nationale et devient finalement ingénieur mécanicien en 1917. Il était devenu franc-maçon avant la guerre. En 1919, alors que le bâtiment sur lequel il sert, mouille avec son escadre dans la rade d'Odessa dans le but de contrer la progression de l'armée rouge. Marty est au cœur de la mutinerie de matelots éclate, à la fois par sympathie avec les "rouges" en raison de la mauvaise nourriture et de la déconvenue de ne pas être démobilisés alors que la guerre était terminée. Marty se solidarise avec les mutins, ce qui lui vaut une condamnation à vingt ans de travaux forcés. Son nom devient un symbole, le jeune parti communiste issu du congrès de Tours prend alors sa défense, et il est élu au Soviet de Moscou par les ouvriers de l'usine "Dynamo".

Gracié en 1923, il ne tarde pas à donner son adhésion au parti communiste, et il est élu député de Seine-et-Oise en 1924 et devient membre du Comité central. En 1927, à l'instar de nombreux autres dirigeants communistes, il est condamné et incarcéré à la Santé pour action antimilitariste.

A partir de 1931, il est de plus en plus impliqué dans l'appareil de l'Internationale communiste appelée également "Komintern" à l'exécutif duquel il représente le parti français. En 1935, il sera nommé au présidium et au secrétariat, devenant ainsi le Français au grade le plus élevé au sein du Komintern. Il entre également au bureau politique du parti français en 1932.

Pendant la guerre d'Espagne, à partir de 1936, le Komintern le nomme inspecteur général des Brigades internationales et il restera en Espagne jusqu'à la fin de la guerre, en 1939. En France, il est violemment pris à partie par le journal anarchiste *Le Libertaire*.

André Marty est à Moscou lors de l'annonce de la signature du pacte germano-soviétique, et de la déclaration de guerre, en septembre 1939. Il y est rejoint par Maurice Thorez, avec qui il n'a jamais eu de bons rapports. Il travaille pour le Komintern jusqu'à la dissolution de celui-ci, en mai 43, et en octobre 43, il arrive à Alger pour représenter le PCF auprès du gouvernement provisoire de de Gaulle et siéger à l'assemblée consultative. De la Libération à 1944, il est l'un des trois secrétaires du parti et apparaît ainsi formellement comme le numéro 3, après Maurice Thorez et Jacques Duclos. Dès 1947, il est marginalisé au sein du bureau politique, mais en reste membre jusqu'en 1952, en n'exerçant que des responsabilités de plus en plus secondaires.

Le 1^{er} septembre 1952, il est mis en accusation devant le bureau politique, exclu de cet organisme le 7 décembre, et exclu du parti par sa cellule le 24 décembre. Un article signé Etienne Fajon dénoncera les "liaisons policières de Marty". Jacques Duclos, avait également déclaré que Marty avait été démasqué comme policier, accusation dont personne n'a jamais trouvé le moindre fondement.

Complètement isolé, après avoir essayé, en vain d'en appeler à l'autorité de Staline, et s'être finalement rapproché des anarchistes et des trotskistes, il meurt d'un cancer au poumon

Homme d'appareil tourné vers l'international, André Marty avait accumulé une grande quantité de documents sur le PCF et le Komintern. Les "archives Marty", léguées à Jean Maitron constituent aujourd'hui une mine pour les historiens du communisme.

Le rôle de Marty pendant la Guerre d'Espagne [modifier]

André Marty fut envoyé par l'IC dès août 1936 auprès du gouvernement républicain espagnol pour organiser ce qui va devenir les Brigades internationales. Il portera le titre d'*inspecteur général des B I*. Il pouvait justifier de cette responsabilité, outre son grade élevé au sein du Komintern, par sa connaissance de l'espagnol et du catalan et par son passé d'officier de marine.

Les *brigades internationales* furent basées à Albacete. Assez vite, les rapports de Marty avec les Espagnols se dégradèrent et il fut rappelé à Moscou où Dimitrov le chargea des affaires d'Amérique Latine, mais Marty insista pour retourner en Espagne et réussit à se faire passer pour l'homme de la situation après l'intégration des Brigades dans l'armée populaire espagnole. Lorsqu'il revient à Albacete en octobre 1937, il doit accepter d'être contrôlé par Palmiro Togliatti.

André Marty fut-il le *boucher d'Albacete* dénoncé par la presse libertaire française ou le commissaire Massart borné que décrit Hemingway dans *Pour qui sonne le glas* ?

Togliatti, dans un rapport de novembre 1937, insistait pour que Marty "*change radicalement ses méthodes de travail*" et "*évite d'intervenir dans les questions militaires et techniques des Brigades*" mais en janvier 1938 il se félicite de son

attitude mais continue d'évoquer "*sa façon un peu rude de se comporter parfois avec les camarades*". Selon le [Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français](#), certains combattants revenus en France dénoncèrent ses excès d'autorité et démissionnèrent du Parti communiste.

Si les méthodes brutales de Marty semblent indéniables, le fait qu'il ait pu faire "*exécuter un grand nombre de volontaires pour des motifs futiles*" comme cela lui fut reproché au point d'être affublé du nom de "boucher d'Albacete" est plus discutable bien que sa participation à la condamnation et à l'exécution du [commandant Delesalle](#), dans le contexte de la lutte contre les anarchistes et les poumistes, est établie par Nick Guillain.

Philippe Robrieux voit en lui *un emporté et un fanatique quelque peu mythomane*, mais pas l'organisateur des crimes staliniens commis par le [Guépéou](#) en Espagne.

L'« Affaire Marty », ou l'exclusion du PCF en 1952

[\[modifier\]](#)

En 1952, alors que [Thorez](#), malade, était à Moscou, ou en convalescence dans le Caucase, André Marty fut mis en cause avec [Charles Tillon](#) devant le Bureau politique auquel ils appartenaient tous les deux. Il était reproché aux deux hommes de s'être rencontrés au domicile du beau-frère de Tillon, Charles Beyer.

Une commission d'enquête formée de [Léon Mauvais](#) et [Marcel Servin](#) préparait ce « procès interne » depuis plusieurs mois. Selon Charles Tillon (*On chantait Rouge*), Duclos avait rencontré Thorez et même Staline à ce sujet, mais c'était l'époque des grands procès dans les démocraties populaires comme celui de A.London et R. Slansky en Tchécoslovaquie ou celui de Rajk en Hongrie, et dans ce contexte, Duclos avait pu faire comprendre à Staline qu'en France aussi, il y avait des traîtres. On ne voit guère d'autre explication concernant cette affaire que l'hostilité qui avait toujours existé entre Thorez et Marty, et l'accusation voilée de « non-Résistance » que Tillon aurait faite à [Jeannette Vermeersch](#), la femme de Thorez.

Le rapport que Mauvais présenta le 4 septembre 1952 au Bureau Politique n'était qu'un assemblage hétéroclite de broutilles qui devenaient la preuve d'une longue opposition à la ligne du parti. L'affaire se transforma en une véritable campagne de dénonciation politique des accusés qui s'étendit à Jean, le frère d'André Marty, franc-maçon qui « a des liaisons avec des milieux policiers ». Le Comité central de Gennevilliers (du 5 jusqu'au 7 décembre) raya de ses rangs Marty et Tillon.

Sources [\[modifier\]](#)

[Philippe Robrieux](#), *Histoire intérieure du parti communiste français*, Tome 4, Fayard, 1984

Article de [Jean Maitron](#) et [Claude Pannetier](#) in *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*

Bibliographie [modifier]

Sur la participation d'André Marty à la guerre d'Espagne :

Pierre Broué et Émile Témime, *La Révolution et la guerre d'Espagne*, Éd. de Minuit, 1961.

Carlos Serrano, *L'enjeu espagnol : PCF et guerre d'Espagne*, Messidor, 1987.

Nick Guillain, *Le mercenaire : carnet de route d'un combattant rouge*, Fayard, 1938.

[André Figueras](#), *Marty sans laisser d'adresse*, 1978

Etude

[publié le 27/02/2006 - Lu 747 fois]

La Fédération unitaire de l'enseignement et la tradition syndicaliste révolutionnaire dans le syndicalisme enseignant (1919-1935)

Loïc Le Bars

[A](#) [A+](#)

NB: Pour approfondir la question, reportez-vous à l'ouvrage de L. Le Bars sur la Fédération unitaire de l'enseignement, présenté [ici](#).

L'intérêt de se pencher sur l'histoire de la Fédération unitaire de l'enseignement, c'est d'abord comprendre comment cette organisation a joué un rôle déterminant dans la transmission jusqu'à nos jours d'une orientation syndicaliste révolutionnaire qui a profondément marqué le syndicalisme enseignant, en particulier au moment où la FEN, en choisissant l'autonomie en 1948, a adopté un fonctionnement basé sur l'existence de tendances statutairement reconnues. Mais c'est aussi, plus généralement, s'interroger sur ce qu'a vraiment été ce syndicalisme révolutionnaire qui, bien que n'existant pratiquement plus en tant que force organisée en dehors d'un secteur du syndicalisme enseignant, n'en continue pas moins à rester une référence, parfois un modèle pour de nombreux militants ou au contraire une déviation toujours possible de l'action syndicale qu'il faut combattre sans répit.

La Fédération unitaire est en effet l'héritière d'une conception du syndicalisme enseignant forgée au début du 20^e siècle par la poignée d'instituteurs (et d'institutrices !) qui, à une époque où le droit syndical n'était pas reconnu légalement aux fonctionnaires, ont réussi, malgré la répression gouvernementale, à l'imposer dans les faits.

Mais la Fédération des syndicats des membres de l'enseignement laïque (FSMEL), née en 1919 de l'élargissement à tous les enseignants de ces premiers syndicats

d'instituteurs, a dû faire face à une situation nouvelle issue de la première guerre mondiale et de la révolution russe d'Octobre 1917. Pour un instituteur syndiqué et révolutionnaire, cette situation se caractérisait par trois données essentielles :

- l'apparition d'un syndicalisme de masse dans sa corporation avec la transformation de la Fédération des amicales, première forme d'organisation dont s'étaient dotés les enseignants du premier degré, en un Syndicat national des instituteurs (SN);

- l'émergence du Parti communiste qui se veut un parti révolutionnaire d'un type nouveau proclamant sa volonté d'intervenir dans tous les domaines de la lutte des classes, et pas seulement dans le combat purement politique;

- la division syndicale, à partir de 1922, entre la CGT et la CGTU dont la FSMEL est partie prenante (d'où l'appellation la plus souvent utilisée à l'époque de Fédération unitaire de l'enseignement).

De ces considérations découlent les trois points qui seront développés dans cet exposé :

- nous nous efforcerons d'abord de définir cette conception du syndicalisme enseignant, progressivement élaborée entre 1905 et 1914, que continuent à défendre et à enrichir les militants de la Fédération unitaire pendant l'entre-deux-guerres, et cela quelles que soient leurs divergences;

- nous examinerons ensuite comment ces militants ont envisagé le problème des relations entre partis politiques et syndicats, aussi bien avant 1929, quand les principaux dirigeants de la Fédération appartenaient au PC, qu'après cette date, lorsqu'ils ont été exclus ou ont quitté ce parti sans pour autant rejoindre l'un des groupes se réclamant de l'opposition de gauche puis de ce qu'on a appelé le trotskysme;

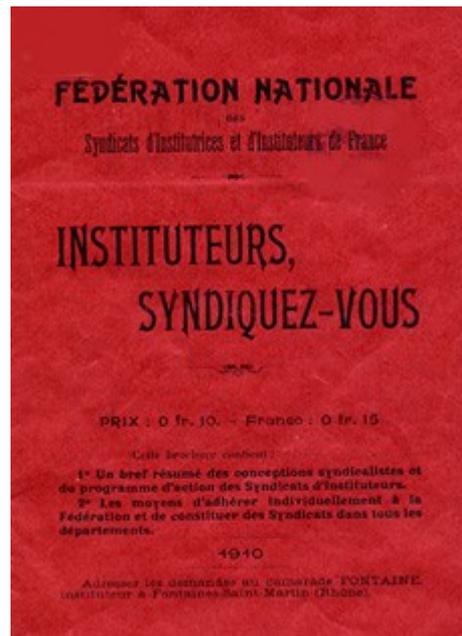
- enfin nous aborderons les problèmes que leur posait la division syndicale, aussi bien dans leur corporation qu'au niveau confédéral ; et en particulier la question de savoir s'il fallait combattre pour une unité d'action, un « front unique » de plus en plus problématique ou se résigner à l'unité corporative au sein du SN qui regroupait alors la grande majorité de la profession.

Un syndicalisme révolutionnaire adapté à l'enseignement

Un syndicalisme partie prenante du mouvement ouvrier confédéré

Les quelques dizaines d'instituteurs qui, en 1904-1905, décidèrent de transformer leurs amicales en syndicats ne cachaient pas leur intention de rejoindre dans les meilleurs délais la CGT et les Bourses du travail, ce qui, pour des fonctionnaires, même d'opinion « avancée », n'allait pas de soi quand on se rappelle ce qu'était alors la confédération ouvrière ! Cette volonté clairement affirmée constitua d'ailleurs le principal motif que le gouvernement de l'époque avança pour justifier les poursuites engagées contre les premiers syndicats

defonctionnaires. Le pouvoir envisageait en effet d'accorder le droit syndical aux travailleurs de la fonction publique mais sans leur donner le droit de grève et en leur interdisant de rejoindre la CGT. Mais la détermination des pionniers du syndicalisme des fonctionnaires - postiers ou instituteurs pour la plupart - ne lui permit pas d'arriver à ses fins. Les principaux animateurs des syndicats d'instituteurs, en réponse à la virulente campagne de presse déclenchée contre leur initiative et à la révocation du secrétaire général de la FNSI, Marius Nègre, expliquèrent dans un *Manifeste des instituteurs syndicalistes* les raisons qui les amenaient à rejoindre la CGT : « Par leur origine, par la simplicité de leur vie, les instituteurs appartiennent au peuple. Ils lui appartiennent aussi parce que c'est aux fils du peuple qu'ils sont chargés d'enseigner [...] Ils veulent donc rentrer dans les Bourses du travail. Ils veulent appartenir à la Confédération générale du travail. » Conscients que certains militants ouvriers redoutaient l'entrée dans leur organisation des fonctionnaires dont ils redoutaient « l'esprit petit-bourgeois », les auteurs du manifeste précisait que les instituteurs syndicalistes ne voulaient pas se comporter en donneurs de leçons, bien au contraire : « C'est au milieu des syndicats ouvriers que nous prendrons connaissance des besoins intellectuels et moraux du peuple. Nous voulons rentrer dans les Bourses du travail pour y prendre de belles leçons de vertus corporatives et y donner l'exemple de notre conscience professionnelle. »



Ces assurances et surtout le courage dont firent preuve ces instituteurs face à la répression gouvernementale dissipèrent très rapidement les réticences des militants ouvriers et la CGT prit énergiquement la défense des syndicats d'instituteurs avant même l'adhésion effective de la FNSI en 1909.

Cette appartenance au mouvement ouvrier confédéré n'a jamais été par la suite remise en question, pas même au début des années 1920, quand la Fédération unitaire devint la cible des attaques conjointes et du PC et de la direction de la CGTU visiblement désireuse de se débarrasser d'une organisation qui refusait d'appliquer l'orientation qu'elle préconisait. L'hypothèse d'une adhésion à la Fédération autonome des fonctionnaires, un moment envisagée, fut très rapidement abandonnée.

Un syndicalisme qui ne peut être que minoritaire

Au contact des militants et des publications de la CGT acquis au syndicalisme révolutionnaire, les instituteurs syndiqués allaient s'approprier les principaux thèmes de cette doctrine et les adapter à leur situation particulière de salariés de l'État et aux spécificités de leur métier d'enseignant. Ils se persuadèrent qu'un syndicalisme qui se fixait pour but la transformation révolutionnaire de la société ne pouvait être que minoritaire. Ce qui était vrai pour la classe ouvrière elle-même l'était à plus forte raison pour ces « petits-bourgeois » d'enseignants. Dans ce milieu tout particulièrement, le syndicat ne pouvait être que le regroupement d'une petite « avant-garde » s'efforçant d'intervenir au sein d'une masse considérée comme profondément rétrograde. Seule cette « petite équipe

d'éclaireur[1] » pouvait décider et agir.

Les militants qui ont dirigé la Fédération unitaire jusqu'à sa disparition en 1935 ont toujours été convaincus que le syndicalisme tel qu'ils le concevaient ne pouvait être pratiqué que par une minorité d'instituteurs, peut-être un peu plus large qu'au début du siècle, et par une poignée de professeurs du secondaire. On voit cette conviction apparaître clairement dans le débat qui eut lieu entre 1919 et 1921 dans la Fédération sur la question de l'opportunité d'une fusion entre les anciens syndicats et les nouveaux issus de la « syndicalisation » des amicales. Pour un militant comme Louis Bouët, secrétaire fédéral pendant cette période, cette dernière n'était qu'un leurre, un simple changement d'étiquette. Il restait persuadé que la « masse du personnel enseignant n'était pas accessible à la lutte des classes[2] » et que la « radicalisation » dont témoignait la vague des grèves de l'après-guerre ne touchait que la classe ouvrière. Louis Bouët et ses partisans défendaient une conception élitiste du syndicalisme enseignant et pouvaient faire preuve parfois, en particulier dans leur correspondance, d'un certain mépris pour leurs collègues. Il n'est pas rare de les voir utiliser des termes comme « petits-bourgeois », « froussards, pleutres, discoureurs de banquets... ».

Ils ont donc tout mis en œuvre pour empêcher la fusion entre anciens et nouveaux syndicats, d'autant plus que la constitution au sein de la CGT d'une grande Fédération enseignante acquise au « réformisme » aurait considérablement affaibli sa minorité révolutionnaire.

Mais tous les instituteurs révolutionnaires du début des années 1920 ne partageaient pas la position défendue par Louis Bouët. Certains étaient persuadés que les maîtres du primaire et même les professeurs du secondaire n'étaient pas restés à l'écart du mouvement qui avait poussé la classe ouvrière à l'action. Les instituteurs, qui avaient payé un lourd tribut à la guerre en termes de vies humaines, se demandaient si l'enseignement patriotique qu'ils avaient dispensé à des générations d'élèves n'avait pas contribué à rendre possible le conflit. Ils semblaient massivement gagnés au pacifisme. D'autre part, ils étaient confrontés comme tous les autres travailleurs à la hausse des prix que les augmentations des traitements ne parvenaient jamais à compenser. Et les adversaires de la laïcité, prenant prétexte de l'union sacrée réalisée pendant la guerre, avaient repris l'offensive. Certes, beaucoup de ces instituteurs fraîchement syndiqués hésitaient encore à adhérer à une CGT pourtant bien assagie. Mais pour ces militants qui préconisaient la fusion, le rôle de l'avant-garde était justement d'intervenir au sein de cette masse en train de se radicaliser pour l'aider à se débarrasser de toutes les illusions qu'elle pouvait encore avoir sur ses chefs « réformistes » et sur la possibilité d'une émancipation par l'école.

Parmi ces militants, des membres du Parti communiste, auquel Louis Bouët et beaucoup de ceux qui le soutenaient avaient aussi adhéré, s'appuyaient sur *La maladie infantile* de Lénine et sur les thèses des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste. Mais ils ne parvinrent pas à convaincre les dirigeants de la Fédération qui partageaient pleinement cette affirmation de Louis Bouët : « Il faut choisir : ou bien être la majorité, l'unanimité même et glisser, glisser jusque dans la plaine et le marais ; ou bien rester avec nous sur les hauteurs, être encore et toujours la minorité, l'éternelle minorité qui fait le progrès. » Par la suite, rien ne les fera changer d'avis, ni l'adhésion effective, en 1925, de tous les adhérents du SN à la CGT, ni la radicalisation de ce syndicat qui aboutit en 1933 à la première grève (encore limitée à une demi-heure !) dans l'enseignement primaire, et qui devait permettre la participation massive des instituteurs à la grève générale du 12 février 1934. En 1935 encore, à la veille de la réunification syndicale, les responsables de la Fédération étaient toujours persuadés que le SN n'avait de syndicat que le nom !

Le primat de l'« action directe »

Pour les militants qui se sont succédé à la tête de la Fédération, la nécessité de demeurer une minorité était donc justifiée par leur volonté de pouvoir agir sans avoir à tenir compte des préjugés et des illusions de leurs collègues. Mais que pouvait signifier l'action directe pour ces instituteurs du début du 20^e siècle ? C'était d'abord imposer l'existence de leurs syndicats aux pouvoirs publics, les mettre devant le fait accompli, résister aux menaces et à la répression gouvernementale. Mais l'action directe, pour les syndicalistes révolutionnaires de l'époque, c'était avant tout la grève et plus précisément la grève générale que les arrêts de travail limités dans le temps ne faisaient que préparer. Les syndicalistes enseignants,



Groupe de collaborateurs de l'Ecole émancipée, congrès de Grenoble, 1926.

approuvés par les dirigeants de la CGT, n'envisageaient pas de participer à un tel mouvement qu'ils appelaient pourtant de leurs vœux : « En cas de grève générale, nous estimons que le plus grand service que nous puissions rendre à la classe ouvrière ne serait pas de descendre manifester dans la rue. La place des enfants n'est pas au milieu des mouvements ouvriers. Dans une période agitée comme celle-là, notre devoir impérieux serait d'être à notre poste, gardant les enfants pour les soustraire aux dangers de la rue^[3]. » D'autre part, ils estimaient qu'un recours à la grève pour faire aboutir des revendications corporatives aurait été totalement inopérant : « Les écoles n'étaient-elles pas déjà fermées deux mois dans l'année sans que la vie nationale en fut suspendue^[4] ? » Et puis les instituteurs syndiqués « avaient de la forme syndicale la plus haute conception ». Le syndicat ne leur apparaissait pas créé « uniquement pour défendre les intérêts immédiats de ses membres » et il devait « se soucier de rendre plus profitable à la collectivité la fonction sociale » que ses membres remplissaient^[5]. Dans ces conditions, le seul domaine où cette action directe pouvait être mise en œuvre était à leurs yeux la pédagogie. Là encore, il est possible de retrouver dans cette démarche l'une des principales caractéristiques du syndicalisme révolutionnaire de cette époque : la recherche du perfectionnement aussi bien dans la profession que dans la vie du militant. Pourtant, Marius Nègre avait fait adopter par le premier congrès de la Fédération des syndicats d'instituteurs une motion affirmant que ces derniers n'avaient pas à prendre position sur les problèmes pédagogiques. Mais, quelques années plus tard, un autre congrès considéra que les

instituteurs syndicalistes devaient être à l'avant-garde dans tous les domaines, en particulier dans celui de la pédagogie. Ces derniers devinrent dès lors d'ardents défenseurs des « méthodes actives » mises en avant par le mouvement de l'« Education nouvelle » : « Montrer la chose avant le mot, remonter du fait à la cause, aller de l'exemple à la règle, du simple au composé, procéder par analyse et non par synthèse[6]. » Ils préconisaient une « éducation rationnelle et humaine » et s'inspiraient tout particulièrement de la méthode des « centres d'intérêt » élaborée par le docteur Decroly[7]. Pour mener à bien ce perfectionnement professionnel et pour illustrer l'action syndicale telle qu'ils la concevaient, ces militants se dotèrent d'un organe hebdomadaire, *L'Ecole émancipée*, dont le premier numéro parut en octobre 1910.

Après la guerre, la Fédération unitaire resta fidèle à cette orientation. Mais il s'avéra qu'il n'était pas toujours facile d'être et surtout de rester à « l'avant-garde » dans tous les domaines ! Les militants (et dans une moindre mesure les militantes) furent de plus en plus accaparés par les luttes de tendance et l'action politique. La pédagogie tendit à devenir l'affaire de « spécialistes » et était réduite à la portion congrue dans les instances syndicales, en particulier dans les congrès, au grand mécontentement de certains délégués tels que Célestin Freinet. L'impossibilité de discuter des problèmes de fond soulevés par les initiatives pédagogiques de ce militant allait provoquer des tensions de plus en plus vives au sein de la Fédération. Les relations entre Célestin Freinet et ses dirigeants, et surtout avec Louis Bouët, directeur-gérant de *L'Ecole émancipée*, se dégradèrent dès 1926-1927, c'est-à-dire bien avant leur rupture sur le plan politique en 1930.

« Le refus de parvenir »

Cette dégradation n'était pas seulement due à des divergences d'ordre pédagogiques ou à la crainte des responsables fédéraux de voir les revues fondées par Célestin Freinet faire de la concurrence à *L'Ecole émancipée*. Certains aspects de la personnalité de ce militant heurtaient beaucoup de syndiqués : il se mettait trop « en avant » et avait tendance à « personnaliser » à outrance le mouvement pédagogique qu'il était en train de créer. Cela leur semblait contraire au « refus de parvenir » qui a constitué une ligne de conduite, un idéal auquel ils ont toujours été fidèles.

Ce refus de parvenir signifiait d'abord le rejet de toute distinction honorifique, de l'avancement au choix, ce qui les poussa dans beaucoup de départements à reverser à la caisse de leur syndicat le supplément de traitement dû à une promotion au choix, et cela tant que cette mesure les avantageait par rapport à leurs collègues promus à l'ancienneté ! Cet état d'esprit se traduisait aussi par la mise en avant de revendications tendant à unifier la profession, à combattre tout ce qui pouvait la diviser. Le « traitement unique », principal cheval de bataille de la Fédération pendant tout l'entre-deux-guerres en matière de traitements, demeure le symbole le plus emblématique de cette volonté unificatrice : il s'agissait de défendre le principe d'un traitement unique du début à la fin de la carrière d'un instituteur et la suppression de toutes les indemnités qui avantageaient les maîtres enseignant dans les villes. Cette revendication rencontra un réel écho, en particulier parmi les jeunes instituteurs ruraux, et força le SN à mieux prendre en compte leur demande de resserrement de l'échelle des salaires. Elle eut même un certain retentissement dans d'autres catégories de fonctionnaires.

Mais le refus de parvenir allait au-delà d'une éthique individuelle et de cette volonté de combattre toutes les inégalités qui entravaient l'action revendicative. Il se traduisait aussi par le refus de ces militants de faire des enfants du peuple, de la classe ouvrière, des « renégats » en les envoyant suivre « l'enseignement

bourgeois » dispensé dans les lycées et les collèges. Ils voulaient mettre l'école primaire, l'école du peuple par excellence, au service de la classe ouvrière. Ils luttèrent pour l'avènement d'un enseignement « rationnel et humain » basé sur les seules vérités scientifiques et sur « la cohésion de la science et du métier, de la théorie abstraite et de la pratique industrielle de l'école, de l'usine et de la Bourse du travail[8] ». Cette éducation aurait formé des prolétaires fidèles à leur classe et capables de lutter pour son émancipation. La séparation presque absolue, voulue par la bourgeoisie du 19^e siècle, entre les enseignements primaire et secondaire n'était donc pas remise en cause par ces instituteurs révolutionnaires, bien au contraire. Ils y voyaient un moyen efficace d'empêcher les enfants d'ouvriers et de paysans d'accéder à la « culture bourgeoise » et donc de passer à « l'ennemi de classe ». D'où leur défense de l'école laïque, synonyme pour eux de l'enseignement primaire et primaire supérieur, où ils jouissaient d'une certaine autonomie et qui représentait un progrès par rapport à l'école confessionnelle. La Fédération unitaire a par la suite continué à défendre cette position, en particulier quand le PC, pendant sa période ultra-gauchiste au début des années 1930, proclama qu'il n'y avait pas à choisir entre « la peste et le choléra », autrement dit entre l'école laïque et sa rivale confessionnelle toutes les deux au service de la bourgeoisie. En revanche, ses militants n'ont cessé de dénoncer l'« Ecole unique », cheval de bataille de la gauche non communiste après la première Guerre mondiale. La « démocratisation » de l'enseignement secondaire allait priver selon eux la classe ouvrière de ses meilleurs éléments au profit d'une bourgeoisie avide de « sang neuf ». Mais comme l'« Ecole du travail » qu'ils préconisaient constituait une perspective lointaine, irréalisable dans la société capitaliste, ils furent incapables de définir des revendications alternatives quand les gouvernements de l'époque prirent les premières mesures destinées à mettre en place progressivement l'Ecole unique.

L'action féministe

Les syndicats d'instituteurs ne se contentèrent pas de reprendre à leur compte pour les adapter les principales caractéristiques du syndicalisme révolutionnaire. Ils furent aussi capables de l'enrichir. Ce fut le cas particulièrement dans le domaine de l'action féministe qui, à l'origine, ne préoccupait que fort peu, c'est le moins qu'on en puisse dire, les militants se

réclamant de cette doctrine ! Il faut dire que la très forte proportion de femmes parmi les enseignants du primaire (plus de la moitié avant même 1914) obligeait les instances syndicales à prendre en compte leurs revendications, et en tout premier lieu leur exigence de l'égalité de traitement avec leurs collègues masculins. Très tôt, des groupes féministes chargés de l'étude des besoins spécifiques des institutrices et de la propagande syndicale qui devait en découler se mirent en place au sein des syndicats. Ces groupes contribuèrent à l'obtention, en 1919, de l'égalité des traitements. Ils n'en continuèrent pas moins à exister après cette date, avec le plus souvent à leur tête Marie Guillot qui veilla toujours à ce que cette propagande féministe, qui ne restait pas cantonner aux problèmes spécifiques des enseignantes, s'intégrât pleinement dans l'action syndicale et dans la lutte des classes. Ces groupes, soutenus par la Fédération dans son ensemble, surent faire face avec courage aux poursuites judiciaires que leur valut, en 1928, leur prise de position en faveur des méthodes anticontraceptives et qui aboutirent à un non-lieu.



Marie Guillot

Le pacifisme

Dès l'été 1915, la Fédération des syndicats d'instituteurs se prononça contre la poursuite de la guerre et contre l'union sacrée. La même année, elle se rangea immédiatement dans la minorité pacifiste qui s'affirma à l'occasion de la conférence nationale de la CGT. Elle fut la seule fédération syndicale à rester fidèle jusqu'au bout à cette orientation pacifiste. Ses responsables participèrent au Comité pour la reprise des relations internationales et Fernand Lorient, un instituteur, devint très vite le principal animateur de la minorité zimmerwaldienne dans le Parti socialiste. Les militantes tinrent un rôle déterminant dans ce combat qui, bien évidemment, déclencha les foudres des gouvernements qui se succédèrent pendant les quatre ans que dura la guerre : poursuites judiciaires, emprisonnements, révocations, déplacements d'office... Sur sept révocations, cinq frappèrent des institutrices, dont Hélène Brion, devenue secrétaire fédérale après la déclaration de guerre et condamnée à trois ans de prison avec sursis en 1917. Pierre Monatte, en 1922, a pu dire de la Fédération des syndicats d'instituteurs qu'elle était restée la seule organisation syndicale « fidèle durant la guerre à l'internationalisme ouvrier, prouvant ainsi la vigueur de son esprit révolutionnaire ».

Cette répression du temps de guerre n'était évidemment pas une nouveauté pour les syndicalistes enseignants. Et elle a continué après 1918, interrompue seulement par de brèves périodes d'accalmie relative. Elle fut particulièrement intense entre 1920 et 1922 ainsi que de 1930 à 1935. Il fallait un courage certain pour braver les menaces de sanctions administratives, les poursuites judiciaires aussi bien contre les militants que contre les syndicats. Parfois, l'administration ne se contentait pas de menaces. Louis et Gabrielle Bouët furent ainsi révoqués au début des années 1920 avant d'être réintégrés en 1924. D'autres instituteurs et aussi quelques professeurs subirent le même sort quelques années après. Pratiquer

ainsi l'action syndicale n'était donc pas sans risque. Ils sont parvenus malgré tout à rester fidèles à une conception exigeante du syndicalisme qui se voulait bien autre chose que la simple défense des intérêts d'une corporation. En cela, ils sont particulièrement attachants et l'on doit saluer le courage dont ils ont su faire preuve. Mais en même temps, le sentiment d'appartenir à l'élite de la profession, et cela nous l'avons vu dans tous les domaines, apparaît à maintes reprises dans leurs propos, dans leur correspondance privée surtout. Ils avaient un aspect « donneurs de leçons » qui a pu légitimement agacer leurs adversaires et parfois même les adhérents « de base » de leurs propres syndicats (et l'historien qui dépouille leurs archives !).

Il nous faut maintenant examiner comment ces militants formés par le syndicalisme révolutionnaire et pour qui le syndicat constituait en lui-même un groupement d'avant-garde, ont réagi quand est apparu un Parti politique, le PC, qui lui aussi se voulait une organisation « avant-gardiste ».

Avant-garde syndicale et avant-garde politique

Avant 1914

Le problème des relations entre partis et syndicats n'avait évidemment pas émergé brusquement en 1920 avec l'apparition du PC. Il était aussi vieux que le mouvement ouvrier lui-même. En France, la Charte d'Amiens a officialisé l'indépendance réciproque des deux principales formes d'organisations dont la classe ouvrière s'était dotée. Cependant, les relations entre la CGT et la SFIO s'étaient quelque peu normalisées avant même le début de la première Guerre mondiale. Pour leur part, beaucoup d'instituteurs syndiqués appartenaient à la SFIO sans y militer activement. Il s'agissait à leurs yeux de deux engagements complémentaires mais de nature différente. Pour eux, l'action syndicale, prioritaire car se situant sur le terrain même de la lutte des classes, était totalement séparée de l'activité politique. A la limite, un parti pouvait soutenir les revendications ouvrières mais devait s'abstenir d'intervenir dans la lutte sociale, domaine exclusif des syndicats. La question allait se poser dans des termes nouveaux avec la fondation en 1920 du PC, section française de l'Internationale communiste.

Les syndicalistes révolutionnaires de l'enseignement et le Parti communiste

- Tous se déclarèrent, dans un premier temps, partisans de la révolution russe d'Octobre 1917 et du régime soviétique dont ils n'avaient d'ailleurs qu'une idée assez floue, ce qui a été à l'origine de nombreux malentendus. Tous également se méfiaient d'un Parti communiste dirigé par des « politicards » tels que Cachin ou Frossard. Mais cela ne les empêcha pas d'adopter des attitudes différentes quand se posa à eux le problème de leur adhésion à ce parti.

- Certains restèrent en dehors et luttèrent contre tout ce qui pouvait ressembler à une ingérence de sa part dans le mouvement syndical. Ce fut la position prise par Marie Guillot et Jean et Josette Cornec, les fondateurs du syndicat du Finistère qui allait rapidement devenir le plus puissant de la Fédération unitaire;

- D'autres adhèrent au PC mais entendaient eux aussi avant tout préserver

l'indépendance des syndicats, le parti devant se borner à mener une lutte purement politique, au moment des élections notamment. Leurs deux engagements se situaient, comme avant la guerre, à des niveaux différents et s'ils avaient rejoint les rangs du parti, au delà de la sympathie qu'ils éprouvaient pour la Révolution russe, c'était en grande partie pour l'empêcher d'intervenir dans la lutte de classe proprement dite. Le syndicat restait à leurs yeux la seule forme d'organisation capable de permettre à la classe ouvrière de détruire la vieille société bourgeoise. Sa supériorité venait d'abord du fait que, contrairement aux partis politiques, il ne regroupait que des prolétaires ou tout au moins des salariés. D'autre part, ces militants se méfiaient de ce qu'ils appelaient le « dogmatisme » des organisations politiques, même de celles qui se réclamaient de l'anarchisme, et des idées préconçues qui en découlaient. Pour eux, « l'idée devait jaillir de l'action et revenir nourrir l'action^[9] » sans passer par le prisme d'une « idéologie », aussi progressiste fût-elle. Autrement dit, le syndicalisme « se suffisait à lui-même », surtout pendant les périodes révolutionnaires. Leurs adversaires n'allaient pas tarder à parler à leur propos de « syndicalistes purs ». Ces militants s'empressèrent de démissionner du parti quand celui-ci annonça son intention de créer des « commissions syndicales » pour « harmoniser » l'intervention de ses adhérents dans les organisations syndicales;

- La dernière catégorie rejoignit le PC dès le début, déplorèrent les luttes de tendances qui y faisaient rage, mais se réjouirent quand Frossard et ses partisans le quittèrent en 1923 et qu'il démontra qu'il était capable de mener une véritable action antimilitariste, bref qu'il commençait à devenir un parti réellement communiste. L'adhésion de personnalités comme Monatte, qui avait partagé tous leurs combats depuis 1914, acheva de les persuader que cette mutation était en bonne voie. Il en fut de même pour Léon Trotsky qui suivait de près la « question française » pour l'IC. Celui-ci considérait en effet que le syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914 regroupait la véritable avant-garde de la classe ouvrière et qu'il préfigurait en quelque sorte ce que devait être le Parti communiste. Les militants issus du syndicalisme révolutionnaire avaient donc toute leur place dans le parti. Mais ils devaient comprendre que c'était maintenant lui qui avait vocation de regrouper et de former l'avant-garde dont la classe ouvrière avait besoin. De ce fait, plus rien ne s'opposait à poursuivre la transformation, amorcée après la guerre, des syndicats en organisations de masse et à la création des commissions syndicales.

Beaucoup d'instituteurs se réclamant de la tradition syndicaliste révolutionnaire et en même temps membres du parti semblaient partager cette analyse. Ils eurent du mal à comprendre, eux qui s'étaient toujours tenus à l'écart des luttes de tendances, les raisons avancées par Monatte et Alfred Rosmer pour justifier leur démission de la rédaction de *L'Humanité* en mai 1924 et ne réagirent pas publiquement à l'exclusion du parti de ces derniers en décembre de la même année. La plupart des enseignants communistes demeurèrent fidèles à leur parti et affirmaient leur accord avec sa politique, en particulier dans le domaine syndical. Ils défendaient dans *L'Ecole émancipée* la nécessité pour le syndicalisme de se tourner vers les masses. Mais ils considéraient que cette orientation était inapplicable dans l'enseignement où, comme auparavant, les syndicats ne pouvaient regrouper qu'une petite minorité. Ils invoquaient pour justifier cette position les « spécificités du syndicalisme enseignant ». On peut comprendre dès lors leurs hésitations à mettre en place dans leur secteur les commissions syndicales.

Les commissions syndicales dans l'enseignement

La création de ces organismes, si évidemment contraires à toutes les traditions du mouvement ouvrier se révéla partout difficile. Ce fut particulièrement le cas dans

l'enseignement : en août 1923, soit plus de six mois après la décision du PC de les mettre sur pied le plus rapidement possible, seuls deux départements en étaient pourvus quand s'ouvrit le congrès de la Fédération unitaire. La direction de la fraction communiste, réunie pour l'occasion, s'efforça de vaincre les réticences manifestées par de nombreux militants. Ces dernières étaient de deux ordres. D'abord beaucoup de responsables de syndicats départementaux ne voulaient pas mettre en péril l'unité de la Fédération et paraître « provoquer » les « syndicalistes purs ». Mais même parmi ceux qui approuvaient la décision de leur parti, beaucoup ne voyaient pas vraiment à quoi pouvaient servir ces commissions dans leur milieu : le syndicat unitaire, dans nombre de départements, ne regroupait guère que les enseignants membres du PC et quelques rares sympathisants qui éprouvaient déjà les plus grandes difficultés à se réunir régulièrement, surtout dans les régions rurales qui constituaient les points forts de l'implantation fédérale. Dans ces conditions, quel devait être le rôle spécifique de ces nouvelles structures ? D'autant plus que leur organisation syndicale s'était dotée d'une orientation révolutionnaire et d'une plate-forme revendicative volontairement en avance sur l'état d'esprit de la masse des instituteurs alors que le PC n'avait pas de véritable programme dans le domaine éducatif et que la rubrique « enseignement » de *L'Humanité* était essentiellement rédigée par les dirigeants de la Fédération. A la Chambre des députés, les interventions du PC concernant ces problèmes étaient confiées à deux instituteurs membres de la Fédération qui utilisaient cette tribune pour défendre les positions de leur organisation syndicale. La fameuse « courroie de transmission », si souvent évoquée pour caractériser les relations entre le PC et le mouvement syndical, fonctionnait ici à l'envers !

Les « syndicalistes purs » de l'enseignement n'avaient pas attendu leur mise en place pour sonner la charge contre ces commissions symbole et instrument de la volonté du PC d'en finir avec l'indépendance syndicale. Ils avaient décidé de se réunir régulièrement, de se doter d'un bureau de liaison et d'un organe, *L'Action syndicaliste*. Leur offensive obligea les militants communistes à se donner les moyens de riposter efficacement. Ils prirent l'habitude de se réunir en fraction et les commissions syndicales finirent par voir le jour partout où le nombre d'enseignants membres du parti le permettait. En juillet 1924, une commission syndicale fédérale fut créée. Elle procéda à un recensement de ces derniers. Son secrétaire put alors se rendre compte de la faiblesse de la fraction communiste : pas plus de 150 enseignants communistes dans toute la France, auxquels il fallait ajouter ceux qui, voulant continuer à militer dans le SN sans avoir de problème avec leur parti, s'étaient arrangés pour ne pas figurer sur les listes transmises à la commission nationale. Mais même en tenant compte de ces francs-tireurs, les effectifs communistes dans ce secteur ne devaient pas dépasser les 200 unités.

Cette difficulté des militants communistes de l'enseignement à faire la distinction entre les objectifs et l'activité de ces deux formes de regroupement de l'avant-garde qu'étaient le parti et le syndicat les amena par exemple à faire prendre en charge par *L'Ecole émancipée* la propagande communiste dans un milieu où *L'Humanité* était très peu lue alors que la revue fédérale avait plus de 5000 abonnés.

Les problèmes de la fraction communiste

Ces enseignants restèrent pour la plupart en dehors des débats qui eurent lieu dans le PC et plus généralement dans l'IC après la mort de Lénine. Absorbés par leur activité syndicale et pour certains par leurs responsabilités politiques locales, militant loin de Paris où s'exprimaient la plupart des opposés, ils eurent tendance à « faire confiance à leur parti » d'autant plus que celui-ci les laissait développer dans la Fédération une orientation qui prenait de grandes libertés avec

la stratégie ou plutôt les stratégies successives qu'il préconisait dans le domaine syndical. Ce fut notamment le cas pendant la période dite « opportuniste » de l'IC et du PC, entre 1925 et 1928, qui vit le parti et la CGTU multiplier les concessions pour parvenir à rétablir l'unité syndicale. Cet objectif impliquait la constitution et le renforcement d'une « aile gauche » dans la CGT favorable au rapprochement avec la centrale unitaire alors qu'au même moment, les dirigeants de la Fédération et de la fraction s'efforçaient de convaincre les instituteurs communistes militant dans le SN de fonder des syndicats unitaires dans les départements qui en étaient dépourvus ! Les instances dirigeantes du parti, et en particulier sa commission syndicale centrale, n'intervinrent jamais pendant toute cette période pour rappeler à l'ordre les responsables de la fraction qui purent ainsi mettre en œuvre une orientation diamétralement opposée à celle qu'elles préconisaient.

Ces responsables, au moins dans un premier temps, ne remettaient d'ailleurs pas en cause la politique syndicale de leur parti. Ils en approuvaient le principe, mais considéraient simplement qu'elle était inadaptée au syndicalisme enseignant. Ils défendaient les positions prises par le PC dans tous les autres domaines. Ils ne se considéraient donc pas, et n'étaient d'ailleurs pas considérés, comme des opposants. Aucun dirigeant important de la Fédération ne prit position en faveur de l'une ou l'autre des oppositions qui se déclarèrent pendant cette période. Un militant comme Louis Bouët laissa sans réponse les lettres que lui adressèrent successivement Pierre Monatte, Fernand Loriot et Albert Treint. Il est vrai qu'il s'abstint de les attaquer publiquement, ce que Joseph Rollo, secrétaire de la fraction, ne manqua pas de lui reprocher. Maurice Dommanget, secrétaire fédéral de 1926 à 1928, évoqua plusieurs fois, dans sa correspondance, l'Opposition de gauche en termes peu flatteurs et il lui arriva même dans une lettre adressée à Louis Bouët, de justifier la répression dont étaient victime Trosky et ses partisans. Les critiques exprimées de plus en plus ouvertement au sein de la fraction communiste au sujet de la politique jugée trop accommodante de la CGTU envers la CGT étaient totalement déconnectées de la discussion qui se menait à l'époque dans le parti sur l'orientation de l'IC. Si Bouët, Dommanget et Rollo commençaient à émettre des doutes sur le bien fondé de la stratégie de la CGTU, c'était essentiellement parce que les dirigeants de l'Internationale des travailleurs de l'enseignement (ITE), fondée quelques années auparavant à l'initiative de la Fédération unitaire, l'évoquaient pour affirmer que l'intervention dans le SN devait devenir la préoccupation primordiale des instituteurs communistes. Mais cette discussion resta circonscrite à la fraction. La direction du parti ne fit aucune réponse aux demandes réitérées de Joseph Rollo qui la pressait d'arbitrer le conflit. Ce fut finalement l'IC, passant par-dessus les instances du parti français qui, dans un « message » adressé à la fraction enseignante en décembre 1928, prit position en faveur des thèses défendues par Léon Vernochet et Georges Cogniot, les deux secrétaires de l'ITE. Ce message et la discussion qui s'en suivit allaient aboutir à la rupture entre la majorité des enseignants communistes et leur parti.

La rupture avec le PC

La direction du PC ne prit pas position immédiatement. Elle ne le fit qu'en juillet 1929, après avoir entériné le tournant ultra-gauchiste, dit de la « troisième période », impulsé par l'IC. Les organisations réformistes étaient maintenant considérées comme les pires ennemis de la classe ouvrière et tout particulièrement leurs éléments de gauche dont le discours pseudo révolutionnaire pouvait tromper les travailleurs. Et le devoir des militants communistes était de combattre tous ceux qui, comme la minorité ouvertement syndicaliste révolutionnaire de la Fédération de l'enseignement, restaient partisans de la réunification syndicale. Cette orientation prenait quelque peu au dépourvu les

responsables de l'ITE qui éprouvèrent beaucoup de difficultés à s'adapter. Mais, en juillet 1929, c'était chose faite et ils dénonçaient sans relâche et en termes particulièrement violents les « anarcho-réformistes » de l'enseignement. Les responsables de la Fédération et de la fraction ne pouvaient évidemment pas les suivre sur ce terrain. Ils savaient que leur organisation n'aurait pas survécu au départ des « syndicalistes purs », majoritaires dans la plupart des « gros » syndicats, et des nombreux adhérents membres ou sympathisants de la SFIO. La direction du PC, désireuse de voir toutes les organisations contrôlées par des militants communistes appliquer sa nouvelle ligne politique, ne tarda pas à s'apercevoir qu'elle ne pouvait pas compter sur le concours des « vieux » dirigeants de la Fédération de l'enseignement pour atteindre cet objectif. Elle soutint dès lors de toutes ses forces Vernochet et Cogniot chargés de « redresser » la fraction et l'organisation unitaire. C'est elle qui prit l'initiative de la rupture. Louis Bouët et ses camarades n'eurent donc comme seule alternative que de se soumettre ou d'assumer les conséquences d'une rébellion ouverte. Soucieux avant tout de l'avenir de leur organisation syndicale, ils choisirent, non sans hésitations pour certains, la deuxième solution. Ils furent exclus du parti à la fin de l'année 1929 ou ne reprirent pas leur carte l'année suivante.

Les dirigeants de la Fédération et l'Opposition de gauche

- Ils furent suivis par les trois-quarts des militants de la fraction qui se transforma en « Majorité fédérale ». Ceux qui demeurèrent au parti créèrent une nouvelle minorité, la Minorité oppositionnelle révolutionnaire (MOR). Ce sigle fut surtout utilisé par leurs adversaires, il est facile de deviner pourquoi ! Eux préféraient employer la dénomination moins difficile à porter de « majorité confédérale ».

Les exclus et les démissionnaires se rapprochèrent de l'Opposition de gauche qui était parvenue, sous l'impulsion de Trotsky, à s'unifier dans la Ligue communiste et qui publiait *La Vérité* depuis août 1929. Ce fut seulement à cette époque qu'ils prirent connaissance des textes que le fondateur de l'Armée rouge avait rédigé depuis la mort de Lénine. Maurice Dommanget et ses camarades publièrent un *Manifeste de la Majorité fédérale* afin de répondre aux attaques dont ils étaient l'objet de la part du PC et de la direction de la CGTU. Ce texte, légèrement remanié, devint le *Manifeste de l'Opposition unitaire* fondée en mars 1930 avec un certain nombre de militants de la Ligue communiste. L'Opposition unitaire se donna pour objectif de regrouper tous ceux qui, dans la CGTU, entendaient combattre tout à la fois l'orientation ultra-gauchiste de sa direction et la dérive « réformiste » de la minorité proche de la Ligue syndicaliste de Pierre Monatte. Cette initiative traduisait la volonté des dirigeants de la Majorité fédérale de rompre leur isolement sans pour autant adhérer à la Ligue. Certes, ils se sentaient proches de cette organisation dont ils partageaient en grande partie l'analyse politique. Mais ils se méfiaient de certains de ses éléments qui n'avaient aucune expérience du travail syndical et qui à leurs yeux faisaient preuve du même sectarisme que celui qu'ils avaient connu dans le PC. D'autre part, le « redressement » du PC et de l'IC, axe essentiel du combat mené par l'Opposition de gauche, leur paraissait un objectif irréalisable.

Les premiers pas de l'Opposition unitaire (OU) furent assez prometteurs ; mais très vite des dissensions apparurent très vite à son sujet dans la Ligue. Certains de ses dirigeants, en particulier Pierre Franck et Raymond Mollinier, estimaient que leur organisation abandonnait tout travail syndical spécifique au profit de l'OU. Ce problème joua un rôle essentiel dans la crise que connut la Ligue à la fin de l'année 1930, d'autant plus que Trotsky apporta publiquement son soutien au « groupe Franck-Mollinier » qu'il qualifiait d'« aile marxiste ». Les responsables de la Fédération unitaire suivaient avec une inquiétude croissante les péripéties de cette discussion qui empêchait l'Opposition unitaire de fonctionner correctement

et donc de progresser. Ils firent savoir qu'il n'était pas question pour eux d'accepter un travail de fraction autonome des militants de la Ligue dans les syndicats. Cette prise de position pouvait sembler paradoxale dans la mesure où eux-mêmes fonctionnaient et agissaient comme une fraction politique qui aurait eu comme particularité de n'intervenir que dans le champ syndical. La prise de pouvoir dans la Ligue de l'« aile marxiste » donna le coup de grâce à l'Opposition unitaire. Les dirigeants de la Majorité fédérale essayèrent bien de relancer son activité avec l'aide des militants qui, en désaccord avec sa nouvelle orientation, démissionnèrent de la Ligue au printemps 1931. Mais leurs tentatives n'aboutirent pas et l'Opposition unitaire cessa définitivement d'exister l'année suivante.

Ils en éprouvèrent beaucoup d'amertume. Cet échec était entièrement imputable à leurs yeux au « groupe Franck-Mollinier » accusé d'avoir sciemment saboté une entreprise prometteuse. Mais, indépendamment de la responsabilité certaine de la nouvelle direction de la Ligue dans le déclenchement de la crise, le refus des responsables de la Fédération de tolérer un travail de fraction autonome de cette organisation dans les syndicats et d'amener sur leurs positions l'ensemble de l'Opposition unitaire n'a-t-il pas rendu impossible, à plus ou moins brève échéance, la continuation d'un travail commun ?

Echaudés par cette expérience malheureuse, les militants de la Majorité fédérale se refusèrent par la suite à rejoindre l'un ou l'autre des groupes se réclamant de l'Opposition de gauche. Il faut dire que le spectacle donné par ces derniers, les crises qui éclataient régulièrement dans leurs rangs et les scissions qui s'en suivaient ne les encourageaient pas à le faire. Ces enseignants, provinciaux pour la plupart, avaient l'impression de se trouver en face d'un microcosme parisien où ce qu'ils appelaient des « sectes » passaient plus de temps à se combattre qu'à intervenir dans la lutte des classes. Ils se disaient toujours convaincus de la nécessité d'un parti révolutionnaire, mais aucun de ces groupes ou de ces sous-groupes ne leur paraissait digne de confiance. Ils attendaient donc que la situation se décante et que ce parti, qui pour eux ne pouvait plus être le PC, apparût enfin sur la scène politique pour pouvoir y adhérer. En attendant, ils menaient leur combat contre la direction « stalinienne » dans un cadre uniquement syndical, ce qui évidemment en limitait la portée. La Fédération unitaire restait une organisation syndicale, mais elle était devenue aussi leur seul moyen d'intervention sur le terrain politique. Ce qui parfois se révélait difficilement conciliable.

Cependant Trosky n'avait pas abandonné l'espoir de les convaincre du bien fondé de ses positions, au moins sur certains points. En août 1934, il organisa une rencontre avec les principaux dirigeants de la Fédération dans la maison du couple d'instituteurs de l'Isère qui l'hébergeait à ce moment-là. Mais, sur les deux points qui lui paraissaient essentiels, ses interlocuteurs restèrent insensibles à ses arguments. Ils refusaient d'envisager leur entrée dans le SN et de réaliser ainsi l'unité syndicale dans leur secteur, ce qui, pour Trosky, aurait considérablement accéléré et rendu irréversible le processus de réunification engagé entre la CGT et la CGTU. Ils écartaient tout aussi vigoureusement l'éventualité d'une adhésion à la SFIO qui devait permettre aux révolutionnaires de ne pas demeurer à l'extérieur du « front unique » en voie de réalisation. Il est significatif que pour justifier leurs refus, ces militants évoquèrent avant tout des considérations spécifiques au syndicalisme enseignant. Ils semblaient éprouver une certaine difficulté à construire leur argumentation à partir des problèmes généraux de la lutte des classes, tant en France qu'au niveau international, d'intégrer par exemple la nécessité pour la classe ouvrière française de réaliser au plus vite l'unité syndicale pour éviter une défaite comparable à celle que venait de subir le prolétariat allemand. Cette incapacité a sans doute pesé lourd dans le jugement sévère qu'a porté ultérieurement Trotsky sur Dommanget et les autres dirigeants de la

Fédération unitaire^[10].

Ils allaient par la suite continuer à s'exprimer politiquement par l'intermédiaire des prises de position de la Fédération et de *L'Ecole émancipée*. Ils n'étaient pas loin de penser à cette époque qu'à la veille de la nouvelle union sacrée qu'ils voyaient se profiler à l'horizon, ce serait encore une fois autour de la fédération, comme pendant la première Guerre mondiale, que pourrait se regrouper l'avant-garde révolutionnaire. Ils jouèrent en particulier un rôle important dans la préparation et la tenue de la conférence contre la guerre qui eut lieu à Saint-Denis en août 1935, quelques mois après les déclarations de Staline approuvant la politique de défense nationale du gouvernement Laval. Certains d'entre eux étaient d'ailleurs parfaitement conscients de l'ambiguïté de leur démarche. Ainsi Henri Féraud, un jeune militant de l'Hérault, dans une lettre adressée à Louis Bouët à propos de l'action entreprise contre la guerre : « Je sais bien que ce programme est à la limite même où l'activité syndicale se confond avec l'activité politique. Mais, encore une fois, en l'absence de parti révolutionnaire, comment faire autrement ? »

On peut comprendre dans ces conditions le peu d'enthousiasme manifesté par ces militants devant la perspective de la réunification syndicale qui allait les priver de leur seul moyen d'intervention politique.

Le problème de l'unité syndicale

Le problème de l'unité n'a jamais cessé de se poser aux syndicalistes enseignants pendant tout l'entre-deux-guerres, aussi bien dans leur propre leur corporation qu'au niveau confédéral.

Le refus de la fusion avec le SN et la lutte contre la scission dans la CGT (1919-1922)

Dans les années qui suivirent la première Guerre mondiale, les prises de position des dirigeants de la Fédération purent paraître paradoxales : ils se prononçaient contre la réalisation de l'unité corporative par la fusion avec le SN et combattaient dans le même temps les « manœuvres scissionnistes » de Léon Jouhaud et de ses amis à la tête de la CGT. Mais eux n'y voyaient aucune contradiction, le SN n'étant pas à leurs yeux un véritable syndicat. Quand la crise au sein de la confédération atteignit son point culminant, ils s'efforcèrent avec Pierre Monatte de convaincre les anarcho-syndicalistes de la minorité et les militants déjà exclus de la CGT de la nécessité de temporiser et tout mettre en oeuvre pour éviter la scission. Mais cela fut insuffisant pour éviter l'éclatement de la CGT et, en janvier 1922, la création de la CGTU devint inévitable.

L'unité dans la CGTU et dans la Fédération

La nouvelle confédération connut dès ses débuts d'intenses luttes de tendances. Les anarcho-syndicalistes, qui la dirigeaient au début et qui voulaient lui donner une orientation ouvertement libertaire, furent battus au congrès de Saint-Etienne, en juin 1922, par une coalition regroupant les syndicalistes de *La Vie ouvrière* et les militants communistes. Mais la création des commissions syndicales du PC provoqua une nouvelle redistribution des cartes : une minorité de syndicalistes

révolutionnaires dénoncèrent cette tentative de « colonisation » du mouvement syndical alors que les autres estimèrent que celui-ci n'avait pas à s'immiscer dans la vie interne d'une organisation politique. Ces derniers, avec Gaston Monmousseau, ne tardèrent d'ailleurs pas à adhérer au PC. Ecartés de la direction de la CGTU, les « syndicalistes purs » représentaient une force importante dans certaines fédérations et en particulier, nous l'avons vu, dans celle de l'enseignement. Mais le mode de votation en vigueur dans les congrès fédéraux (3 à 5 mandats maximum par syndicat, même pour les plus importants numériquement) les désavantageait. Ce système, qui traduisait une certaine méfiance des « masses », faisait partie de cet héritage syndicaliste révolutionnaire auquel les militants, toutes tendances confondues, étaient profondément attachés. La minorité des syndicalistes purs, dans laquelle la Ligue syndicaliste fondée par Pierre Monatte après son exclusion du PC n'allait pas tarder à jouer un rôle prépondérant, fut aussi affaiblie par le départ d'une partie de ses membres qui créèrent des syndicats autonomes, en particulier dans la Loire et dans le Rhône. Ces militants espéraient voir d'autres responsables, aussi bien du SN que des syndicats unitaires, suivre leur exemple et forcer ainsi leurs dirigeants à réaliser l'unité corporative tant désirée. Mais ce mouvement resta limité à quelques départements et les syndicats autonomes rejoignirent les sections correspondantes du SN.

Les syndicalistes purs qui restèrent dans la Fédération constituèrent une tendance solidement organisée. Leurs adversaires communistes, mettant en place au même moment leurs commissions syndicales, ne pouvaient évidemment pas leur en faire le reproche. Mais ils estimaient que cela ne devait pas empêcher les partisans des deux tendances de travailler ensemble dans les instances dirigeantes des syndicats et de la Fédération. C'est ainsi qu'au congrès de 1924, ils se déclarèrent partisans du maintien du bureau fédéral qui, bien que dirigé par Jean Cornec, responsable du syndicat du Finistère et chef de file des syndicalistes purs, n'en comportait pas moins dans ses rangs plusieurs militants communistes du Morbihan. Mais Cornec et ses camarades, ayant constaté que leur tendance était minoritaire dans le congrès, décidèrent de ne pas poursuivre cette cohabitation et démissionnèrent du bureau fédéral. Les délégués membres ou sympathisants du PC essayèrent vainement de les faire revenir sur leur décision et durent se résigner à mettre en place un bureau uniquement composé de militants de leur tendance. Les minoritaires s'en tinrent par la suite à cette position de principe et l'homogénéité des bureaux fédéraux devint la règle qui s'appliqua également dans les syndicats départementaux.

Le congrès fédéral de 1925 prit acte de cette structuration en tendances permanentes, structurées, disposant chacune d'un bulletin interne et dont les membres s'efforçaient de respecter une certaine discipline de vote. Il adopta de nouveaux statuts qui instituaient la représentation proportionnelle de ces tendances aux organes délibératifs fédéraux. Ce mode de fonctionnement, qui sera plus tard celui de la FEN, contribua à sauvegarder l'unité de la Fédération. Cela fut d'autant plus facile qu'en dehors du problème de l'indépendance syndicale, les militants des deux tendances, partageant la même conception syndicaliste révolutionnaire, n'avaient pratiquement pas de points de désaccord. Les choses changèrent avec l'apparition en 1930 de la MOR qui pratiqua une opposition systématique quel que fut le problème abordé.

Ces affrontements auraient évidemment eu lieu même si la Fédération avait connu un autre mode de fonctionnement. Mais l'élection des instances dirigeantes et des délégations aux congrès sur la base de listes homogènes et de motions d'orientation déposées par chaque tendance a certainement contribué à durcir et à figer les débats et à rendre pratiquement impossible la participation à la vie syndicale des très nombreux adhérents qui ne se sentaient pas concernés par ces

affrontements et qui souvent les déploraient. Certes, cette façon de faire garantissait la libre confrontation des points de vue, mais il avait comme inconvénient de transformer les congrès en simples chambres d'enregistrement des résultats du vote des syndiqués. D'autant plus que le fonctionnement de la Majorité fédérale et par conséquent de la Fédération elle-même, n'était pas vraiment un modèle de démocratie. Pourtant la volonté de ses responsables de lutter contre toute dérive bureaucratique ne pouvait pas être mise en doute. C'est ainsi que le bureau fédéral devait être entièrement renouvelé tous les deux ans, cette règle s'appliquant aussi dans les syndicats départementaux. Mais cette mesure eut des conséquences inattendues qui n'allaient pas améliorer le fonctionnement démocratique de l'organisation, bien au contraire. Cette rotation amenait en effet régulièrement de nouveaux venus, forcément inexpérimentés, aux postes de responsabilité. Leur tâche se révélait d'autant plus difficile que la plupart d'entre eux étaient des instituteurs ruraux et qu'ils ne bénéficiaient d'aucune décharge syndicale. Le secrétaire général, isolé dans son village, ne rencontrait les autres membres du bureau qu'une ou deux fois par mois et les écoles où ils exerçaient ne disposaient pas du téléphone. Il n'avait d'autre ressource que de s'adresser directement par lettre à des militants plus expérimentés à chaque fois qu'il devait prendre des décisions importantes : Louis Bouët, directeur-gérant de *L'Ecole émancipée* et « référence morale » de la Fédération, et le secrétaire de la fraction communiste, Maurice Dommanget dans un premier temps puis Joseph Rollo, le premier remplaçant l'autre à la tête de la Fédération en 1926. Il se forma donc un véritable triumvirat qui prit l'habitude de se concerter pour arriver à une position commune sur tous les sujets importants, position qui était ensuite entérinée ou discutée, suivant l'urgence de la décision à prendre, par le bureau fédéral. Pour pouvoir fonctionner efficacement, ce « noyau dirigeant », pour reprendre l'expression utilisée par Maurice Dommanget dans *Le Syndicalisme dans l'enseignement*, ne pouvait réunir qu'un nombre limité de militants. Il s'élargit par la suite uniquement aux anciens secrétaires fédéraux (Jean Aulas, Gilbert Serret, Jean Salducci et Marcel Valière). Ce fonctionnement a sans doute permis à la Majorité fédérale de « tenir » face aux attaques conjointes de la MOR, de l'ITE, de la direction de la CGTU et du PC ; et de toute manière, compte tenu de l'isolement de ces militants et de l'absence de permanents, il leur était difficile de procéder autrement. Mais il ne permettait pas aux autres militants de la Majorité fédérale de jouer un rôle actif dans la vie de leur tendance, à l'exception peut-être de la période précédant les congrès fédéraux. Ils faisaient confiance implicitement à ce noyau dirigeant qui, bien que n'étant pas élu, jouissait d'une grande autorité et que personne ne remettait en cause. Certains pourtant se sont plaints de ce manque de démocratie dans la Majorité fédérale et parlait même à ce sujet de « dictature ». Mais ils étaient les premiers à admettre que les partisans de la Majorité fédérale s'en accommodaient parfaitement.

Gilbert Serret, devenu responsable de la Majorité fédérale en 1932, déplorait lui aussi cet état de choses. Il s'efforça d'associer un plus grand nombre de ses camarades aux discussions portant sur les questions les plus importantes débattues dans le noyau. Mais il eut le plus grand mal à les convaincre de former des groupes départementaux et ne parvint jamais à assurer la publication régulière du *Bulletin de la Majorité fédérale*.

Mais l'affrontement des tendances n'était pas le seul facteur de division dans la Fédération. Ou plutôt il devint de plus en plus tendu au fur et à mesure que le problème de la fusion avec le SN et celui de l'unité syndicale au niveau confédéral furent de nouveau au centre des préoccupations de tous les militants.

L'unité corporative et l'indispensable réunification syndicale

Le rapport de force entre le SN, qui comptaient dès 1923 plus de 75 000 adhérents, et la Fédération, qui n'en regroupait qu'environ 4 000 à la même époque, obligea cette dernière à s'engager dans une stratégie de « front unique » qui préfigura celle que l'IC élaborera en 1921-1922. Il lui était en effet difficile d'appeler seule à une véritable « action directe », d'autant plus qu'elle ne parvint jamais à s'implanter sur l'ensemble du territoire national : en 1929, près de quarante départements étaient dépourvus de syndicats unitaires. Ses dirigeants en firent l'amère expérience quand, par deux fois, en 1920 puis en 1925 ils durent renoncer au dernier moment à appeler les instituteurs à se joindre à des mouvements de grève organisés par la CGT ou la CGTU. Mais le SN se montra de moins en moins disposé à répondre aux propositions d'actions communes émanant de la Fédération, surtout après 1925, quand ses dirigeants parvinrent à imposer l'obligation pour tous ses membres d'adhérer à la CGT. Ils eurent le sentiment d'être enfin à la tête d'un véritable syndicat et perdirent les derniers « complexes » qu'ils pouvaient encore avoir envers la « vieille » Fédération et à son glorieux passé. L'impulsion donnée par Maurice Dommanget, secrétaire fédéral de 1926 à 1928, pour relancer l'activité syndicale et créer de nouveaux syndicats permit à son organisation de renforcer son audience et d'augmenter sensiblement le nombre de ses adhérents. Mais cela se révéla insuffisant pour forcer le SN à ne serait-ce que prendre en considération les propositions de front unique de la Fédération.

Ce dynamisme de la fin des années 1920 ne résista pas à l'intensification des luttes de tendances que provoqua la rupture de la Majorité fédérale avec le PC. Le SN continua donc à prendre des initiatives sans même en informer une Fédération marginalisée dans la CGTU et affaiblie par l'action de plus en plus autonome de ses groupes d'études animés par la MOR (groupes de jeunes et comité des professeurs) et prônant un « front unique à la base » dirigé contre les directions des organisations réformistes. Ces initiatives du SN, comme l'appel à une grève d'une demi-heure en février 1933, témoignaient du mécontentement croissant des instituteurs face aux mesures déflationnistes prises par des gouvernements confrontés à une crise économique sans précédent et qui ne voyaient d'autres solutions que la baisse des traitements des fonctionnaires et la diminution de leurs effectifs. La radicalisation du syndicat confédéré remit à l'ordre du jour, au sein de la Fédération, la question de la fusion. Bon nombre de militants, en particulier dans la minorité syndicaliste révolutionnaire mais aussi dans la Majorité fédérale, se demandaient de plus en plus ouvertement ce qui pouvait justifier l'existence de leur organisation alors qu'il semblait de moins en moins contestable que le SN était devenu un véritable syndicat regroupant la grande majorité des instituteurs et capable de recourir enfin à cette « action directe » qu'ils avaient eux-mêmes toujours préconisée. Pourquoi fallait-il, dans ces conditions, que la supposée « avant-garde » de la profession restât regroupée à part dans une organisation marginalisée et sans prise sur les événements ? D'autant plus que, dans un contexte difficile pour une classe ouvrière sur la défensive, l'aspiration à l'unité syndicale se renforçait de jour en jour. Enfin, les minoritaires supportaient de plus en plus difficilement les violentes attaques dont ils étaient l'objet de la part de la direction de la CGTU qui souhaitait ouvertement leur départ.

La décision prise par les syndicats du Finistère et de l'Indre, à la fin de l'année 1931, de rejoindre le SN ne constitua donc pas une surprise. Dans d'autres départements, des membres de la Ligue syndicaliste quittèrent eux aussi les syndicats unitaires. En quelques mois, la Fédération perdit plus de 500 adhérents sur un total de 3 500. En 1934, Joseph Rollo proposa à son tour aux militants de la Majorité fédérale d'effectuer la même démarche. Devant le refus de ses camarades, il adhéra au SN en entraînant derrière lui l'ensemble du syndicat du Morbihan.

Une unification au goût amer

Pour toutes les raisons que nous venons d'évoquer, les responsables de la Fédération n'ont pas manifesté un enthousiasme débordant quand s'amorça le processus qui devait aboutir à la réunification syndicale de 1935-1936. Ils ne semblaient pas se rendre compte des perspectives nouvelles que l'unité allait ouvrir à la classe ouvrière ni de l'immense espoir qu'elle faisait naître avant même sa réalisation effective. Ils voyaient avant tout dans ce qui allait être dans l'enseignement une unification des forces syndicales, non seulement la disparition de leur organisation mais aussi, Maurice Dommanget par exemple en était convaincu, celle de *L'Ecole émancipée*. Ils ne se voyaient pas poursuivre leur lutte au sein d'une tendance du SN qui d'ailleurs avait annoncé qu'il leur refuserait le droit de mettre en œuvre une telle éventualité. Ce pessimisme était surtout le fait des générations qui avaient commencé à militer avant ou peu après la première Guerre mondiale. Quelques-uns, et en particulier Gilbert Serret, tout en regrettant la prochaine absorption de la Fédération par le SN, faisaient valoir que celle-ci allait leur permettre de s'adresser directement aux milliers d'adhérents de ce syndicat.

Dans l'ensemble, la majorité des responsables de la Fédération et des syndicats départementaux se prêtèrent de mauvaise grâce aux pourparlers préparatoires à la tenue des congrès d'unification. Cependant, ils se rendaient parfaitement compte qu'il leur était impossible de s'opposer à un processus décidé par les directions confédérales et plébiscité par la base, même au sein de leur organisation. Leur manque évident d'enthousiasme fut remarqué et dénoncé aussi bien par les dirigeants du SN que par la MOR et même par certains de leurs camarades. Dans ces conditions, le congrès d'unification, en décembre 1935, fut très loin d'évoquer les retrouvailles joyeuses de camarades trop longtemps séparés ! Les militants de l'ex-Majorité fédérale qui y participèrent se battirent sur deux points principaux. Ils défendirent d'abord le principe de la « fédération d'industrie » regroupant dans le cadre départemental tous les enseignants, de la maternelle à l'université. Il s'agissait pour eux de combattre toutes les dérives corporatives et les querelles catégorielles que la division en syndicats nationaux dans la Fédération générale de l'enseignement de la CGT ne pouvait qu'encourager. Mais le congrès vota à une assez large majorité contre leurs propositions et l'unification se fit donc dans le cadre de ces syndicats nationaux. Ils tentèrent alors d'imposer la représentation proportionnelle des tendances aux instances délibératives de la Fédération réunifiée et de ses composantes. C'était pour eux le moyen d'officialiser le droit de tendance comme cela avait été le cas dans la Fédération unitaire. Leur motion eut plus de succès que la précédente mais fut néanmoins repoussée. Le congrès « d'absorption de la Fédération unitaire par la Fédération générale de l'enseignement » s'acheva sur une « Internationale sans souffle^[11] ».

Contrairement à ce qu'avaient craint beaucoup de ses responsables, la disparition de la Fédération unitaire ne signifia pas la fin du syndicalisme révolutionnaire, dont ils avaient recommencé à se réclamer après leur rupture avec le PC, dans l'enseignement. Les « vieux » militants, Louis et Gabrielle Bouët, Maurice Dommanget, pour ne citer que les plus connus, se refusèrent à endosser une quelconque responsabilité dans le SN et se contentèrent de s'exprimer régulièrement dans *L'Ecole émancipée* qui continua à paraître en tant qu'organe d'une tendance de fait dans la FGE. Mais la nouvelle génération, celle des Gilbert Serret, Marcel Valière, Henri Féraud, prit la relève et anima l'opposition révolutionnaire ou tout simplement « lutte de classe » non seulement dans le SN mais aussi dans la CGT réunifiée. Et il est superflu de rappeler ici le rôle essentiel que jouèrent Marcel Valière et ses camarades dans le choix de l'autonomie par le SNI et la FEN en 1947-1948.

Certaines prises de position, et plus encore certaines attitudes ou comportements des principaux militants de la Fédération unitaire ont pu susciter, et suscitent encore aujourd'hui, de nombreuses réserves, des critiques souvent fondées et même parfois un agacement assez légitime. Mais il faut bien admettre en même temps que tous ces instituteurs et institutrices, isolés dans leurs villages au milieu d'une population souvent hostile, ont été des personnalités hors du commun qui ont fait preuve d'une fidélité jamais démentie à un idéal exigeant, et qui ont su résister avec un courage modeste mais inébranlable à la répression qui n'a pratiquement jamais cessé de s'abattre sur eux pendant toutes ces années. Ils ont su aussi, et ils n'étaient pas nombreux à l'époque, dénoncer le stalinisme et défendre tous ceux qui, en URSS comme en Espagne, payaient de leur liberté ou de leur vie leur opposition à cette « syphilis du mouvement ouvrier ». Et ils ont toujours refusé toute forme d'union sacrée aussi bien pendant la première guerre mondiale qu'à la veille de la deuxième.

Pour toutes ces raisons, ces militants méritent notre admiration et notre respect.

Loïc Le Bars

[1] LAURIN (M.T.), *Les Instituteurs et le syndicalisme*, Paris, Marcel Rivière, 1908, p. 45.

[2] *La Lutte des classes*, 30 octobre 1922.

[3] *Manifeste du syndicat des instituteurs du Morbihan*, 1906.

[4] Emile Glay, *Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur*, 10 décembre 1905.

[5] *Manifeste des instituteurs syndicalistes*, 1905. Cependant un certain nombre de militants en vinrent à reconsidérer leur position sur ce problème, notamment après les grandes grèves des postiers. Mais ce ne fut qu'après la guerre que les syndicats enseignants envisagèrent vraiment de recourir à la grève pour défendre leurs revendications ou de participer à un arrêt de travail limité dans le temps appelé par les confédérations ouvrières. Cependant il fallut attendre février 1933 pour les instituteurs fussent réellement appelés à faire grève. Et encore, comme on l'a dit, il ne s'agissait que d'un arrêt de travail d'une demi-heure !

[6] Appel rédigé pour le lancement de *L'Ecole émancipée*, juin 1910.

[7] Il s'agissait d'intégrer dans la mesure du possible l'enseignement des différentes matières autour d'un thème unique, « le centre d'intérêt », étudié pendant une semaine ou deux : les jeux, la moisson, l'automne, la camaraderie...

[8] Article d'Albert Thierry dans *La Vie ouvrière* du 6 août 1912.

[9] Lettre de Jean Fontaine, l'un des dirigeants du syndicat du Rhône, à Pierre Monatte, 11 mars 1922.

[10] Voir sa lettre à Victor Serge datée du 30 juillet 1936 et reproduite dans *Le Mouvement communiste en France*, Paris, Editions de minuit, p. 546.

[11] Gilbert Serret, *Le Syndicalisme dans l'enseignement*, t. III, Grenoble, Institut d'études politiques, 1966, p. 304.

Section : Le syndicalisme révolutionnaire en France - Etudes : Entre-deux-guerres

Titre : La Fédération unitaire de l'enseignement et la tradition syndicaliste révolutionnaire dans le syndicalisme enseignant (1919-1935) - Loïc Le Bars

Pour citer cet article :

http://www.pelloutier.net/dossiers/dossiers.php?id_dossier=92 (consulté le 11-05-2008)